



SYNDICAT DE L'ORGE

**2025**

**Enquête publique relative à la servitude  
en application de l'article L.566-12-2 du Code de l'Environnement**

**Servitude utilité publique MAPTAM (SUP type PM7)  
et enquête parcellaire**

**Système d'endiguement  
sur la commune de Viry-Chatillon**

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP)

**ADRESSE**

Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle  
163, Route de Fleury  
91172 VIRY CHATILLON CEDEX  
Tél : 08 05 29 20 90  
E-mail : [info@syndicatdelorge.fr](mailto:info@syndicatdelorge.fr)  
N°SIRET : 20008774000011

**Représentant légal**

M. François CHOLLEY, Président

## **Suivi du document**

Date	Rédigé par / modifié par :	Version
26/02/2025	Marie-Elodie LEPOUTRE – Direction PRII <a href="mailto:marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr">marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr</a>	V1
10/04/2025	Marie-Elodie LEPOUTRE – Direction PRII <a href="mailto:marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr">marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr</a>	V2 suite aux remarques et questions du service instructeur de la Préfecture du 09/04/2025
13/03/2026	Marie-Elodie LEPOUTRE – Direction PRII <a href="mailto:marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr">marie-elodie.lepoutre@syndicatdelorge.fr</a>	V3 évolution information parcellaire/PLUi

# Sommaire

1-PREAMBULE .....	4
1-1 Le territoire du Syndicat de l'Orge.....	5
1-2 Les compétences du Syndicat de l'Orge .....	6
1-3 L'histoire du Syndicat de l'Orge .....	7
1-4 Contexte juridique .....	8
2-PRESENTATION DES DIGUES .....	10
2-1. Historique : le canal de la Morte Rivière .....	10
2-2 Localisation .....	11
2-3 Classement.....	12
2-4 Description.....	14
2- 5 Propriétaire et gestionnaire.....	15
2- 6 Sensibilisation de la population .....	15
3- INSERTION DE LA DIGUE DANS SON ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE .....	18
3-1 Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) .....	18
3-2 Le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal).....	19
3-3 le SDRIF (Schéma directeur de la région Ile de France) .....	20
3-4 Risque inondation et remonté de nappe .....	22
3-5 SDAGE et SAGE.....	26
3-6 Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).....	28
3-7 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff).....	29
3-8 Zone humide .....	29
4- JUSTIFICATION DU BESOIN D'INSTAURATION DE SUP.....	31
4-1 Servitudes préexistantes.....	34
4-2 Instauration de nouvelles servitudes.....	34
4-4 Bilan Avantages-Inconvénients.....	36
5-CONTEXTE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF .....	38
5. 1 L'enquête publique préalable à la SUP, les différentes étapes .....	38
5.2 L'enquête parcellaire .....	42
6-PERIMETRE ET TRACE DE LA SUP .....	45
7-ETAT PARCELLAIRE .....	46
8-ANNEXES .....	51

## 1-PREAMBULE

Le présent projet porte sur l'instauration de servitudes d'utilité publique sur le système d'endiguement (SE) de la Morte Rivière à Viry- Chatillon.

L'objet est la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations, de maintenir ces ouvrages ou les aménagements en bon état de fonctionnement et d'entretenir des berges en permettant au Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP) dit Syndicat de l'Orge, d'accéder à ces ouvrages et réaliser les contrôles obligatoires et travaux nécessaires si besoin.

Les parcelles impactées par cette demande de SUP sont situées sur la commune de Viry-Chatillon. Elles sont définies au plan et à l'état parcellaire.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) est une compétence confiée aux intercommunalités (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes) par les lois de décentralisation n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et n° 2015-991 du 7 août 2015, depuis le 1er janvier 2018. Le Syndicat de l'Orge intervient sur le territoire de la commune de Viry Chatillon dans le cadre de la délibération du conseil communautaire du 08 décembre 2017 « *CM-2017/08/12/13 compétence GEMAPI de la Métropole Grand Paris (MGP)* ».

Selon l'article L 566-12-2 du Code de l'Environnement, des servitudes peuvent être créées, à la demande d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations, sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, au sens de l'article L. 562-8-1, ainsi qu'à des ouvrages ou infrastructures qui y contribuent, au sens du II de l'article L. 566-12-1.

La servitude est créée par décision motivée de l'autorité administrative compétente, sur proposition de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, après enquête parcellaire et enquête publique.

Le dossier de la servitude est tenu à la disposition du public pendant un mois à la mairie de la commune concernée.

La décision créant une servitude en définit le tracé, la largeur et les caractéristiques.

Elle peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures de contribuer à cette prévention.

L'enquête parcellaire a pour but, d'une part, de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise et d'identifier exactement leurs propriétaires

Par délibération en date du 24 septembre 2024 (Annexe n°1), le Comité Syndical du Syndicat de l'Orge, s'est prononcé favorablement à la constitution d'un dossier d'enquête publique préalable à la servitude utilité publique MAPTA et parcellaires que confèrent les interventions prévues sur les digues de la Morte Rivière à Viry-Chatillon.

Le présent dossier de demande de servitude au titre de l'article L.566-12-2 Code de L'environnement a été élaboré afin de permettre au Syndicat de l'Orge de réaliser des Visites Techniques Approfondies (VTA) et d'intervenir, sur le court terme, sur les terrains privés pour des opérations ponctuelles d'entretien nécessaires à la sécurisation de l'ouvrage sur les digues existantes.

Ces interventions visent à faciliter les diagnostics sur tout le linéaire (petits travaux d'entretien de la végétation) et renforcer l'ouvrage en fonction des désordres relevés lors des suivis techniques pour le sécuriser, dans l'attente de la mise en place d'une stratégie de moyen et long terme sur l'ensemble du linéaire et de réaliser les études nécessaires à l'accomplissement des travaux prévus dans le premier programme du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).

La Servitude d'Utilité Publique (SUP) est nécessaire vu l'ouvrage et les enjeux. Une convention ne garantit pas la pérennité de l'action possible en cas de tentions. La convention n'est qu'un outil provisoire. Soit la collectivité devient propriétaire soit elle bénéficie de la SUP.

Il s'agit pour la collectivité de pouvoir intervenir H 24 notamment en période de crue. Elle a besoin d'une servitude durable.

Le dossier concerne :

- **156** parcelles dont **12** correspondent à des copropriétés d'immeuble,
- **261** propriétaires et **12** copropriétés regroupant **241** copropriétaires : soit **502** propriétaires ou nu- propriétaire.

L'objectif de cette enquête est de présenter au public le périmètre de la servitude mais également l'objet de sa mise en place. Elle doit permettre au plus grand nombre de personnes de faire connaître leurs observations et d'apporter ainsi, les éléments d'information utiles à l'appréciation de l'utilité publique.

## **1-1 Le territoire du Syndicat de l'Orge**

Le présent dossier de demande de déclaration d'utilité publique est déposé pour le compte du Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle (SYORP) – Direction de la prévention du risque inondation et de l'innovation.

La gestion d'une rivière concerne tous les habitants d'une même vallée. Ainsi 65 communes et 9 intercommunalités sont réunies au sein du Syndicat de l'Orge, de la Rémarde et de la Prédecelle. Cela représente environ 430 000 habitants.

Le Syndicat de l'Orge est couvert par deux SAGE :

- SAGE Orge-Yvette (118 communes concernées dont 62 du territoire du Syndicat)
- SAGE de la Nappe de Beauce (41 communes du territoire du Syndicat)

Le périmètre d'intervention du Syndicat se structure autour de l'Orge dont les principaux affluents sont la Rémarde, la Prédecelle, la Renarde, la Sallemouille, la Charmoise, le Blutin et le Mort Ru. De Saint-Martin de Bréthencourt à Athis Mons, ce territoire représente environ 300 kilomètres de rivière (voir carte ci-dessous).

## Syndicat de l'Orge



*Territoire du Syndicat de l'Orge*

### 1-2 Les compétences du Syndicat de l'Orge

Conformément à l'article L.5212-16 du Code général des collectivités territoriales, le Syndicat de l'Orge est un syndicat à la carte.

Il exerce pour le compte des collectivités membres, les compétences décrites ci-après :

- Cinq compétences qui relèvent de « l'Assainissement » décrites à l'article 2.2 des statuts,
- Quatre compétences qui relèvent de « la Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels » décrites à l'article 2.1 des statuts,

La compétence « Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels » se décompose comme ci-dessous :

- Gestion des milieux aquatiques et des milieux naturels (GEMAPI),
- Missions associées à la GEMAPI,
- Gestion des milieux naturels et accueil du public,
- Hydraulique agricole.

De par ses missions, le Syndicat agit pour le développement durable de la vallée de l'Orge et pour la qualité des cours d'eau du bassin versant. Les contraintes sont nombreuses en milieu urbain: hydrauliques, techniques et sociales. Les enjeux sont de concilier la gestion des milieux naturels, l'accueil du public sur les sites propriétés du Syndicat, la proximité des villes et la prévention des inondations.

### 1-3 L'histoire du Syndicat de l'Orge

L'origine des syndicats de rivière sur le bassin versant de l'Orge est à rechercher dans le réaménagement drastique des cours d'eau pour le besoin en énergie hydraulique.

L'essor des moulins à eau a eu lieu dès le XIII<sup>ème</sup> siècle où les cours d'eau franciliens étaient déjà fortement pourvus, jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle où 100 000 moulins étaient recensés en France à leur apogée. En moyenne en métropole, un moulin tous les 5 km, équipait les cours d'eau alors que sur l'Orge proche de Paris et de zones peuplées, on comptait plus d'un moulin par kilomètre.

L'implantation des moulins a considérablement façonné les cours d'eau d'aujourd'hui en créant sur tout le linéaire un bras usinier à flanc de coteau (aujourd'hui l'Orge et la Rémarde), bras conçu avec une pente minimale afin de créer à son aval la chute produisant l'énergie recherchée. Parallèlement à ces bras, a été créé un système hydraulique de seuils, vannes, décharges, fossés, bras de fond de vallée (aujourd'hui les boëllés).

Les bras usiniers présentant une très faible pente, s'ensavaient rapidement. A ceci, s'ajoutaient des pollutions diverses d'égouts mais aussi de micro-industries comme les tanneries ou les blanchisseries. La gestion des bras usiniers suscitait de nombreux mécontentements, soit de la part des propriétaires riverains et des meuniers qui supportaient la charge financière des curages, soit de la part des riverains, des communes et des notables qui subissaient les odeurs, l'insalubrités, les obstructions ou les inondations.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle des tentatives d'organisation par le préfet voient le jour : un projet avorté de règlement de rivière en 1811, deux commissions syndicales créées par arrêté préfectoral puis dissoutes en 1834 et 1836. Finalement, les premiers syndicats sont créés en aval et en amont d'Arpajon le 20 juin 1844 composés de propriétaires et d'usiniers sous le contrôle et le pilotage du préfet. La structuration en 2 syndicats n'est liée qu'au découpage administratif des services des Ponts et Chaussées, l'Orge étant située à cheval sur deux arrondissements de cette administration, l'arrondissement de Corbeil et l'arrondissement d'Etampes.

Le Syndicat prend une forme intercommunale en 1929, dissous puis recréé en 1931 pour l'entretien et les travaux sur la rivière dont les curages.

Sa forme administrative intercommunale définitive voit le jour le 27 décembre 1945, avec l'embauche du premier garde rivière.

#### Extrait du règlement pour la police des eaux de la rivière d'Orge (20 juin 1844)

*« Il sera formé un Syndicat composé de dix membres et divisé en deux sections égales, correspondantes aux deux sections de la rivière. Chaque section sera composée de deux propriétaires ou locataires d'usines, de deux propriétaires de terrains submersibles et d'un notable propriétaire, autant que faire se pourra, non intéressé » et désigné par le préfet (art 21).*

*Le Syndicat est chargé de veiller et de concourir à l'exécution du règlement : il n'a qu'une voix consultative auprès du préfet qui, avec l'ingénieur d'arrondissement de Corbeil fixe les lieux des adjudications et les époques des travaux sur la rivière (art 23) dont la maîtrise d'œuvre revient à l'administration des ponts et chaussées. »*

## 1-4 Contexte juridique

### Objet de l'enquête publique préalable à l'instauration de servitude d'utilité publique (SUP)

Pour qu'il puisse intervenir et tenir ses engagements dans le cadre de ses compétences GEMAPI, le Syndicat de l'Orge doit disposer de la maîtrise foncière des ouvrages constitutifs de ses systèmes d'endiguement. C'est ce que va permettre l'instauration de la SERVITUDE GEMAPI, objet du présent dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire.

**La servitude d'utilité publique objet du présent dossier est constituée conformément aux dispositions de l'article L566-12-2 du Code de l'environnement.**

I. — Des servitudes peuvent être créées, à la demande d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer, sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, au sens de l'article L. 562-8-1, ainsi qu'à des ouvrages ou infrastructures qui y contribuent, au sens du II de l'article L. 566-12-1.

II. — Ces servitudes peuvent avoir un ou plusieurs des objets suivants :

1° Assurer la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

2° Réaliser des ouvrages complémentaires ;

3° Effectuer les aménagements nécessaires à l'adaptation des ouvrages et des infrastructures qui contribuent à la prévention des inondations et des submersions ;

4° Maintenir ces ouvrages ou les aménagements effectués sur les ouvrages et les infrastructures en bon état de fonctionnement ;

5° Entretenir les berges.

Le bénéficiaire de la servitude est subrogé au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour les ouvrages, travaux et aménagements liés à l'objet de celle-ci.

III. — La servitude est créée par décision motivée de l'autorité administrative compétente, sur proposition de l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, après enquête parcellaire et enquête publique, effectuées comme en matière d'expropriation. Le dossier de la servitude est tenu à la disposition du public pendant un mois à la mairie de la commune concernée.

La décision créant une servitude en définit le tracé, la largeur et les caractéristiques. Elle peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures de contribuer à cette prévention.

IV. — La servitude ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir à l'autorité mentionnée au premier alinéa du III dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

L'indemnité est fixée, à défaut d'accord amiable, par le juge de l'expropriation, d'après :

1° La consistance des biens à la date de la décision instituant la servitude en fonction des atteintes portées à leur utilisation habituelle et des modifications apportées à l'état des lieux antérieur ;

2° Leur qualification éventuelle de terrain à bâtir, au sens de l'article L. 322-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à la date d'institution de la servitude.



## **Composition du dossier d'enquête publique préalable à l'instauration de servitude d'utilité publique (SUP)**

Conformément à l'article *R.112-5* du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le dossier comprend à minima :

- Une notice explicative présentant le demandeur, le site, l'objet de l'opération ainsi que les règles envisagées pour l'institution de la SUP ;
- Plan des ouvrages prévus ;
- Plan parcellaire des terrains sur lesquelles les servitudes sont envisagées ;
- Etat parcellaire.

Tous documents, plans et maquettes établis par le porteur de projet peuvent, en outre, venir préciser l'opération en vue de laquelle l'enquête publique est demandée.

Les développements qui suivent constituent donc précisément les différentes pièces exigées par la réglementation.

### **Composition du dossier d'enquête parcellaire**

L'enquête parcellaire a pour but, d'une part, de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise dont la servitude d'utilité publique est demandée, et d'autre part, d'identifier exactement leurs propriétaires.

Conformément à l'article *R.131-3* du code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;
- La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

Les parcelles situées sur Viry-Chatillon, figurent sur le plan et sont identifiées dans l'état parcellaire. Elles sont frappées de la servitude au titre de l'article *L.566-12-2* du code de l'environnement qui permet d'accéder aux ouvrages de lutte contre les inondations, de réaliser des ouvrages complémentaires, de maintenir ces ouvrages en bon état de fonctionnement et d'entretenir les berges.

Ces servitudes seront applicables à la fois pendant la période des travaux et en phase d'exploitation des ouvrages.

## 2-PRESENTATION DES DIGUES

### 2-1. Historique : le canal de la Morte Rivière

Construits en 1930 sur la commune de Viry-Chatillon, le canal de la Morte Rivière constitue le bras de décharge de l'Orge vers la Seine. Ce canal est surmonté d'un parapet vertical en béton, destiné à protéger des inondations les lieux habités à proximité du bras naturel.

Même si le canal est un bras de décharge, celui-ci est toujours en eau (via l'ouvrage répartiteur en amont et la Seine). En période de crue, 90% des débits de l'Orge transitent ainsi dans ce bras, les 10% restant empruntent le lit perché (dont l'exutoire se situe à Athis-Mons).

L'origine du canal se situe impasse Camélinat à Viry-Chatillon. La Morte-rivière rejoint la Seine quai de Chatillon après être passée sous la route nationale 7 et sous les voies SNCF à proximité de la gare.



114 - 1930- Montage des échafaudages nécessaires et construction du mur de béton pour canaliser la rivière. (Doc. E. Fanchon)

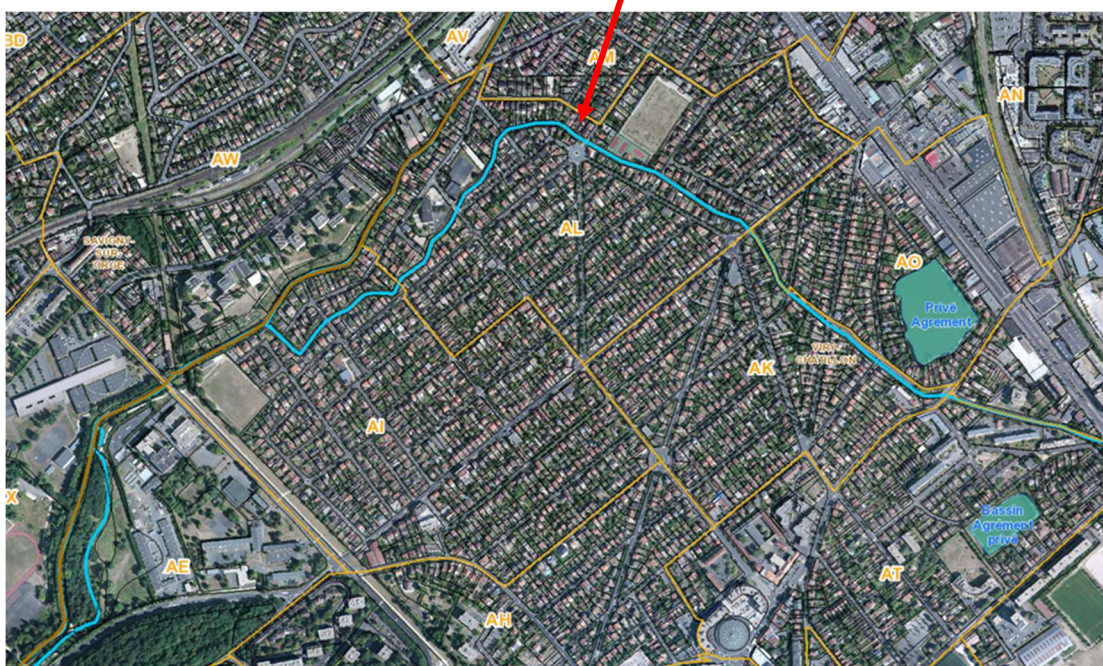
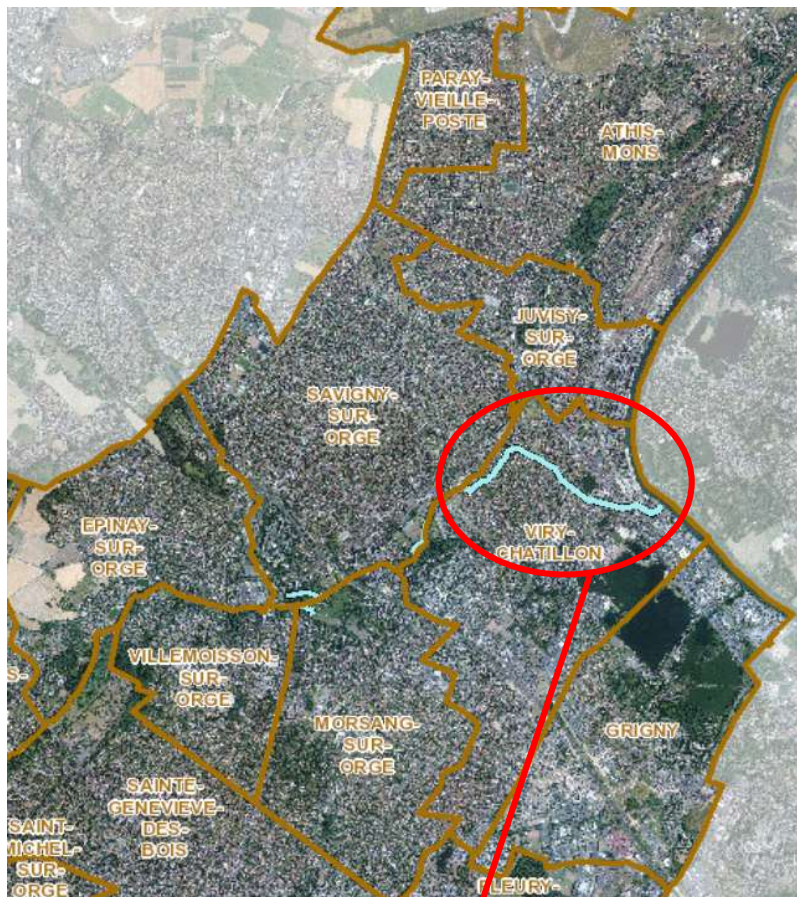


*Canal de la Morte Rivière*



## 2-2 Localisation

En Région Ile de France, dans le département de l'Essonne, les digues (rive gauche et rive droite) dites de la Morte Rivière se situent sur la commune de Viry-Chatillon, secteur rue Gabriel Jaillard, rue Caillet, rue du Pont.



*Localisation de la Morte Rivière sur la commune de Viry Chatillon (en bleu)*





*Carte de la localisation du Canal de la Morte Rivière (extrait de l'EDD 2020)*

## 2-3 Classement

Les deux digues ont été chacune classées par l'Administration préfectorale en digue de classe B selon le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 (Annexe 2 : arrêté préfectoral n°2013-DDT-SE-401 du 29 novembre 2013 pour la rive gauche et arrêté préfectoral n°2013-DDT-SE-402 du 29 novembre 2013 pour la rive droite).

Ces ouvrages sont aujourd'hui soumis au décret 2015-526 du 12 mai 2015 relatif à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques, modifié par le décret n°2019-895 du 28 août 2019.

Le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 modifie les paramètres entrant en compte dans le classement des digues et barrages, et modifie également ces classes. En effet, le classement se base désormais sur un système d'endiguement formé d'une ou plusieurs digues, et seul le critère de la population protégée par le système d'endiguement entre en compte dans le classement. Ce dernier est présenté dans le tableau ci-dessous.

CLASSE	POPULATION PROTÉGÉE par le système d'endiguement
A	Population > 30 000 personnes
B	3 000 personnes population 30 000 personnes
C	Population ≤ 3 000 personnes si le système d'endiguement comporte essentiellement une ou plusieurs digues établies antérieurement à la date de publication du décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ou, pour les autres systèmes d'endiguement, : 30 personnes ≤ Population ≤ 3 000 personnes

*Classe d'un système d'endiguement au sens de l'article R562-13*

Le résultat de l'Etude de dangers (EDD) indique que selon ce nouvel arrêté, le système d'endiguement constitué des digues rive droite et rive gauche de la Morte Rivière doit être déclaré de classe B. En effet, le nombre de personnes protégées est estimé à 6052 personnes.

Le dossier de demande de classement des digues de la Morte Rivière en « système d'endiguement » a été déposé le 30 juin 2021.

Un nouvel arrêté n°2022-DDT-SE-246 portant autorisation du système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry Chatillon a été établi le 27 juin 2022 (Annexe 3).

Ce classement induit une surveillance régulière de l'ouvrage, la réalisation d'études et de travaux en conformité avec la réglementation.

## 2-4 Description

Le système d'endiguement de la Morte Rivière comporte :

- Les murettes en rive droite et gauche du canal de la Morte Rivière depuis le clapet de l'ouvrage répartiteur à l'amont jusqu'au pont RN7 (la route nationale 7) à l'aval,
- Le clapet fermant l'endiguement à l'extrémité amont du canal, et qui est actionné par deux vérins et est constitué d'un radier et de deux piles sur les rives,
- La station de pompage,
- Les clapets installés au niveau des rejets d'eau pluviale.



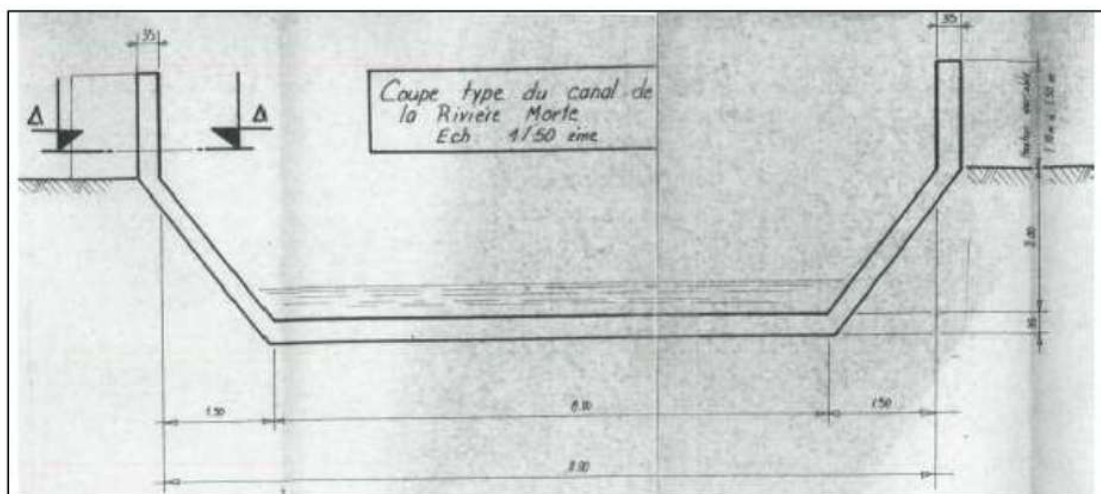
*Canal de la Morte Rivière*



*Clapet répartiteur à l'amont du canal*

Il s'agit d'un canal dont les caractéristiques sont les suivantes :

- trapézoïdal en béton
- hauteur d'eau maximal dans le canal : environ 2,70 m (haut parapet)
- hauteur d'eau dans le canal hors période pluvieuse : 0,4 à 0,6 m
- côte du fond : à l'amont la côte est de 33,06 mNGF et à l'aval, elle est de 30,87 mNGF
- longueur du canal : **1950 ml**
- largeur au fond : 6m
- largeur au miroir (entre parapets) : environ 10,5 m



*Coupe type du canal de la Morte Rivière*



## 2- 5 Propriétaire et gestionnaire

Le canal et les digues de la Morte Rivière à Viry-Chatillon sont propriété du Syndicat de l'Orge. Cependant les parcelles à proximité immédiate des digues sont des propriétés privées indépendantes du Syndicat. Il n'existe pas à l'heure actuelle de servitude sur ces parcelles privées.

La gestion et l'exploitation du canal et des digues sont réalisées par le Syndicat de l'Orge. Le Syndicat a donc en charge la surveillance et l'entretien du domaine public et le riverain a le devoir d'entretenir les végétaux se situant sur sa parcelle et notamment ceux situés à proximité immédiate du parapet en béton.



L'article 17 de l'arrêté n° 2022-DDT-SE-246 du 27 juin 2022 portant autorisation du système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry impose à l'autorité gemapienne « *de justifier qu'il dispose d'un droit d'accès à l'ensemble des ouvrages composant le système d'endiguement, lui permettant en toute circonstance, y compris en situation d'urgence, d'entretenir et surveiller les ouvrages conformément à la réglementation en vigueur.* »

## 2- 6 Sensibilisation de la population

Le Syndicat de l'Orge met à disposition de la population un outil d'alerte, Vigi'Orge. Ce dispositif est un système d'appel automatisé à destination des riverains de l'Orge et de ses affluents susceptibles d'être concernés par un risque d'inondation ou en cas de survenue d'une pollution. Les particuliers reçoivent un sms sur leur portable s'ils se sont enregistrés.



Il a été distribué une plaquette spécifique aux digues aux habitants jouxtant la Morte rivière, notamment lors des visites de contrôle.

### DOCUMENTS CONSULTABLES

**LE PCS**  
(Plan communal de sauvegarde)  
Vous le trouverez en mairie ou sur le site de la commune dans la rubrique :  
Cadre de vie > Prévention et sécurité > Risques majeurs > Plan communal de sauvegarde.

**LE PLU**  
(Plan local d'urbanisme)  
Il est consultable en mairie au service urbanisme ou sur le site de la commune rubrique :  
Cadre de vie > Urbanisme > PLU

**LES PPRI**  
(Plans de prévention des risques d'inondation)  
Sont disponibles sur les sites des préfectures du département ou sur le site de la DRIEAT à la rubrique :  
Politiques publiques > Environnement, risques naturels > Risques naturels > Risque inondation > PPRI de la vallée de la Seine.

Consultez tous les droits et devoirs sur le site du Syndicat de l'Orge, rubrique :  
« Kiosque » puis « J'aime ma rivière » ou « Prévention des inondations »





### QUI CONTACTER ?

Si vous avez des questions relatives à une pollution, aux milieux aquatiques, aux travaux d'aménagement ou d'entretien, n'hésitez pas à nous joindre :

  
**Syndicat de l'Orge**  
163, route de Fleury  
91172 Viry-Chatillon Cedex

**Antenne d'Ollainville**  
19, rue de Saint-Amoult  
91340 Ollainville

  
**0 805 29 20 90**

  
**info@syndicatdelorge.fr**

[www.syndicatdelorge.fr](http://www.syndicatdelorge.fr) [@syndicatdelorge91](https://www.facebook.com/syndicatdelorge91)



SYNDICAT DE L'ORGE

## LA MORTE RIVIÈRE... ... PLUS VIVANTE QUE JAMAIS



SYNDICAT DE L'ORGE

En France, environ un bâtiment sur quatre et un emploi sur trois seraient directement concernés par le risque inondation. En raison de l'augmentation de l'urbanisation mais également suite aux effets du changement climatique, la prévention des inondations est une préoccupation croissante de notre société.

Malgré les plans de prévention, de nouvelles constructions se font en zones potentiellement inondables, et 15% de la population française vit dans des secteurs qui, à plus ou moins long terme, seront touchés par une inondation d'intensité remarquable.

© Poulain de la Roche - Février 2022

### VOTRE HABITATION EN BORDURE DE DIGUE ET LES RISQUES INONDATION

Un risque bien présent

Certains quartiers sont très exposés, dont ceux situés en bordure de l'Orge et de la digue de la Morte Rivière. La commune de Viry-Chatillon est affectée par le risque inondation récurrent des crues de l'Orge et de la Seine. Les habitants ont un droit de participation aux décisions relatives aux travaux de protection de la digue.



#### Le rôle des digues

Ces ouvrages permettent de protéger les habitations des inondations des eaux de la Morte Rivière. Ils permettent aussi de limiter les dommages causés par les crues de la Morte Rivière. Ils sont donc très importants pour la sécurité des habitants. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.



### QUE DOIS-JE FAIRE VIS-À-VIS DE LA DIGUE DE LA MORTE RIVIÈRE, EN TANT QUE RIVERAIN ?

Les devoirs et les obligations d'un riverain de cours d'eau

En tant que riverain de cours d'eau, vous avez des devoirs et des obligations. Vous devez respecter les règles de sécurité et les obligations de participation aux décisions relatives aux travaux de protection de la digue.



Les caractéristiques des ouvrages de la digue de la Morte Rivière. Ce document est élaboré par le Syndicat de l'Orge. Le Syndicat a pour mission de garantir la sécurité des habitants et de leur offrir un cadre de vie agréable. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.

Pourquoi est-il nécessaire d'entretenir une digue ?

Les digues doivent être entretenus régulièrement. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.



### LES ACTIONS DU SYNDICAT DE L'ORGE ET DES COMMUNES POUR VOUS PROTÉGER

Une surveillance et un entretien constants réalisés par le Syndicat de l'Orge

- Mise à jour des plans de protection des digues
- Mise à jour des plans de protection des digues
- Mise à jour des plans de protection des digues
- Mise à jour des plans de protection des digues
- Mise à jour des plans de protection des digues
- Mise à jour des plans de protection des digues

Réalisation du PCS par la commune de Viry-Chatillon

Le Plan communal de sauvegarde (PCS) est le document de référence pour la protection des digues. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.

Mise en œuvre d'un plan de protection des digues

Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.

Intégration des documents réglementaires dans les documents d'urbanisme

Le Plan local d'urbanisme (PLU) est le document de référence pour la protection des digues. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.

Le Plan de prévention des risques (PPR) est le document de référence pour la protection des digues. Les habitants doivent donc être vigilants et respecter les règles de sécurité.



Dans le magazine municipal de mai 2024, il a été publié un article concernant le système d'endiguement et sur l'instauration prochaine d'une servitude d'utilité publique.

GESTION DES ESPACES VERTS

## REPRISE DES ACTIVITÉS DE SAISON



**Le printemps est là : l'occasion de parler des agents du Cadre de vie, qui œuvrent au quotidien pour l'entretien et la préservation du patrimoine naturel.**

**A**vec le retour du printemps, les quatre équipes dédiées aux espaces verts finalisent les derniers projets en cours – création des décors pour la chasse aux œufs de Pâques, travail de déminéralisation devant l'école Esclalong, etc. – avant de reprendre les activités de saison : tonte/nettoyage/arrosage/fleurissement. « La ville sort de l'hiver, les agents préparent les différents espaces naturels – parc Leblanc, jardin de la biodiversité, roseraie, massifs... aux beaux jours, explique Aurélie Troubat, adjointe au maire déléguée à la rénovation urbaine, à la politique de la ville et aux travaux. Un gros travail est en cours sur la coulée verte – la partie entre l'Aqueduc et le secteur du Bellay – avec la pose de 18kg de gazon prairie,

sélectionné car il attire les insectes. En parallèle, ils fabriquent des décorations en lien avec les Jeux olympiques et paralympiques, pour les cinq quartiers de la ville. Comme toujours, l'emploi de matériaux recyclés est privilégié. »

Les équipes, réparties selon un secteur géographique, sont composées à la fois d'agents de voirie et d'agents des espaces verts. Cette polyvalence est un gage d'efficacité sur le terrain. « Une grande partie des missions est de répondre aux doléances des habitants. Lorsqu'un arbre tombe sur la route, il faut intervenir rapidement. La cohésion de nos équipes est notre meilleur atout – elle a d'ailleurs largement fait ses preuves lors de l'épisode des émeutes en juin », conclut l'élue. ■

## CANAL DE LA MORTE RIVIÈRE PROTÉGER LA DIGUE ENSEMBLE

Le canal de la Morte Rivière lors des crues de 2016. Un entretien au quotidien est essentiel pour que les digues jouent leur rôle de protection.



En avril, les garde-corps du pont de la Morte Rivière ont été remplacés. Cet ouvrage d'endiguement, construit dans les années 1930 pour protéger les Castelvirois des crues, devrait prochainement faire l'objet d'une servitude d'utilité publique.

La ville de Viry-Chatillon est concernée par le risque inondation résultant des crues de l'Orge et de la Seine – la dernière ayant provoqué des dégâts matériels date de 2016. Certains quartiers sont très exposés, notamment ceux situés en bordure de l'Orge et de la digue de la Morte Rivière. En effet, la présence d'une digue ne protège pas de tout risque, et il est important de connaître les bons gestes à adopter au quotidien.

### QUELLES OBLIGATIONS POUR LES RIVERAINS DES RIVES DE LA MORTE RIVIÈRE ?

Les propriétaires privés sont soumis au respect d'un certain nombre d'obligations, qui visent à garantir une gestion respectueuse des équilibres naturels et le bon état des cours d'eau. Rappelons que l'Orge est une rivière non domaniale : les riverains sont donc propriétaires de la berge et de la moitié du lit – leur entretien leur incombe. Le syndicat de l'Orge s'occupe, lui, de la gestion hydraulique et de la prévention des risques inondation, notamment en évacuant la plus grande partie du débit de l'Orge vers la Seine par le canal de la Morte Rivière.

Ce dernier est la propriété du syndicat de l'Orge. Celui-ci a donc en charge l'entretien du domaine public : le riverain, celui des végétaux sur sa parcelle, notamment ceux situés à proximité immédiate de la digue.

En se développant sur l'ouvrage, les végétaux peuvent en effet fragiliser les fondations et augmenter le risque de rupture de la digue. Ils peuvent aussi empêcher d'identifier les travaux de réfection à entreprendre pour maintenir l'ouvrage en bon état. C'est pourquoi toute végétation à ce niveau doit être retirée. Les arbres et arbustes présents sur l'ouvrage (à travers le revêtement en béton, au droit des murs béton et en arrière immédiat des murs béton) sont également à retirer.



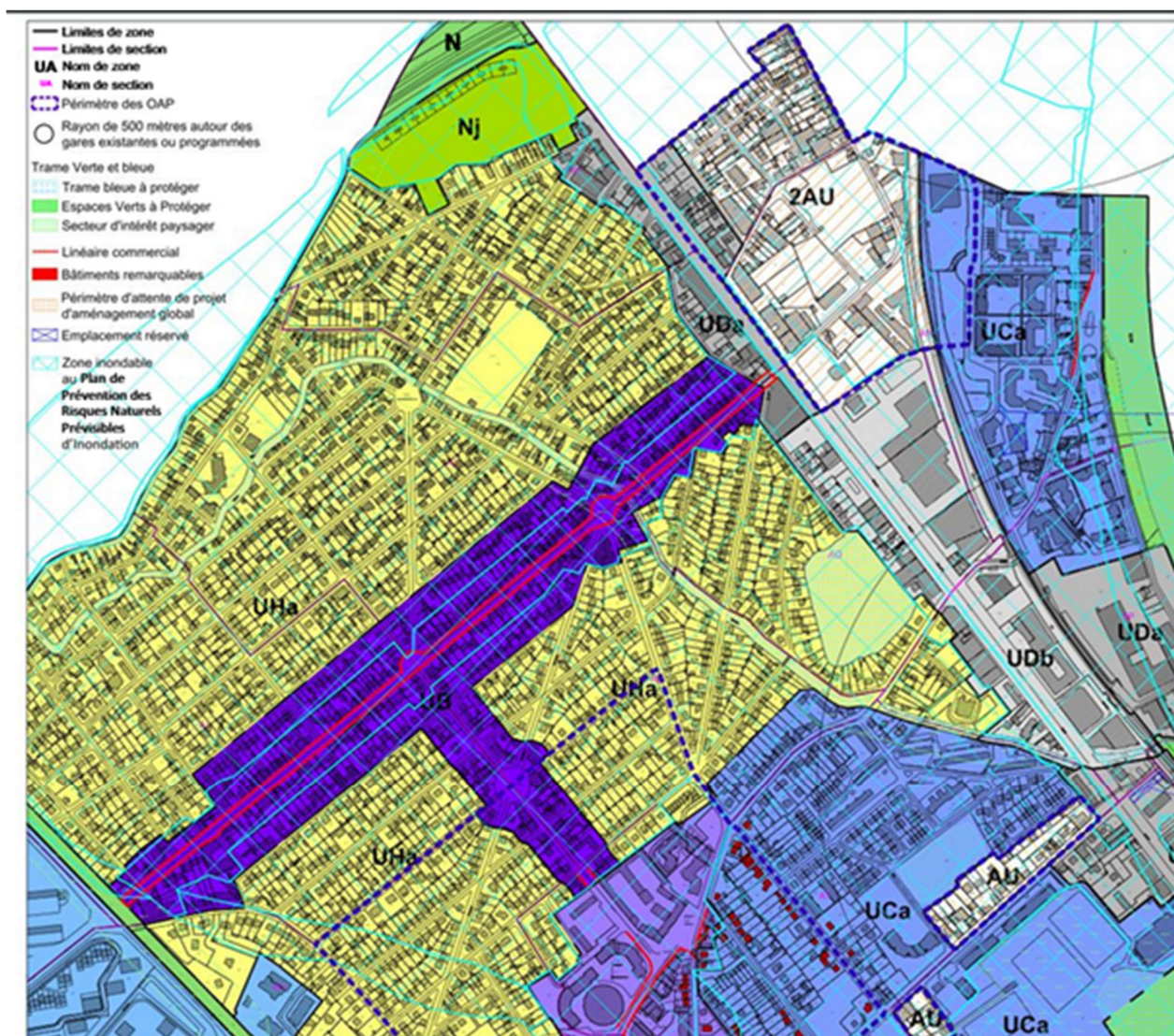
PLUS D'INFORMATIONS AUPRÈS  
du Syndicat de l'Orge – 0805 23 20 90,  
ou sur le site internet [www.syndicatdelorge.fr](http://www.syndicatdelorge.fr).

### 3- INSERTION DE LA DIGUE DANS SON ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

#### 3-1 Le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Dans les dispositions générales du PLU, chapitre VII, protections, risques, nuisances (p6 et p7), il est indiqué « risques de rupture de barrage : La commune est concernée par le risque de rupture de digues de la Morte Rivière. »

Le secteur est en zone UHa, UB et UCa.



*Extrait zonage PLU*

UH	UB
<p style="text-align: center;"><b>ZONE UH</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION 1 - DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE</b></p> <p><b>1.1 - INTERDICTION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS</b></p> <p><u>Règle générale</u></p> <p><u>Dans la « trame bleue » (Seine, lacs, étangs...) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des sites identifiés</li> <li>- Les comblements, affouillements, exhaussements des sols</li> <li>- Le drainage, le remblaiement ou le comblement</li> <li>- Les dépôts divers</li> <li>- L'imperméabilisation des sols</li> <li>- La plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone</li> <li>- Les constructions de toute nature dans une bande de 5 mètres le long des rives des espaces en eau constituant la trame bleue.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>ZONE UB</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SECTION 1 - DESTINATION DES CONSTRUCTIONS, USAGE DES SOLS ET NATURES D'ACTIVITE</b></p> <p><b>1.1 - INTERDICTION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS</b></p> <p><u>Règle générale</u></p> <p><u>Dans la « trame bleue » (Seine, lacs, étangs...) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des sites identifiés</li> <li>- Les comblements, affouillements, exhaussements des sols</li> <li>- Le drainage, le remblaiement ou le comblement</li> <li>- Les dépôts divers</li> <li>- L'imperméabilisation des sols</li> <li>- La plantation de boisements susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone</li> <li>- Les constructions de toute nature dans une bande de 5 mètres le long des rives des espaces en eau constituant la trame bleue.</li> </ul>

*Extrait règlement PLU*

## 3-2 Le PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal)

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre par délibération n° 2021-01-29\_2217 en date du 26/01/2021 a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Le PLUi a été arrêté par délibération le 17 décembre 2024.

Au vu des premiers éléments de préservation des cours d'eau présentés dans le règlement du PLUi, la Morte Rivière est identifiée au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme et une bande d'inconstructibilité de 6 m de part et d'autre du cours d'eau serait mis en place.

Cette prescription répond à la demande du Syndicat de l'Orge de limiter la constructibilité dans une bande minimum de 4 mètres perpendiculaire aux digues. Cependant, elle ne garantit pas l'accès à l'ouvrage notamment sur des terrains de moins de 15 m de large du fait de la gestion de la constructibilité en limite séparative.

Le PLUi a été approuvé le 16 décembre 2025 par le Conseil Territorial et s'applique depuis le 21 février 2026.

Le rapport de présentation page 8, fait référence à l'arrêté préfectoral n°2022-DDT-SE6246 du 27/06/2022.

La préservation du système d'endiguement est tracé dans l'OAP sectorielle stratégique " Vallée de la Seine et ses affluents", il est apporté une nuance, l'exception est mise en avant :

- Végétaliser les berges pour renforcer leur rôle de écologique, d'ilot de fraîcheur, les aménager en faveur des mobilités actives, des usages festifs, récréatifs, sportifs et culturels, et de la baignade lorsque les conditions s'y prêtent, dans un souci de réappropriation du fleuve par les habitants (à l'exception de la Morte rivière de Viry-Chatillon pour laquelle l'ouvrage d'endiguement doit être préservé).

Le règlement, notamment page 358 confirme la marge de recul de 6 mètres.



#### 3.3.2.4. Plans d'eau et cours d'eau identifiés au titre du L. 151-23 du code de l'urbanisme

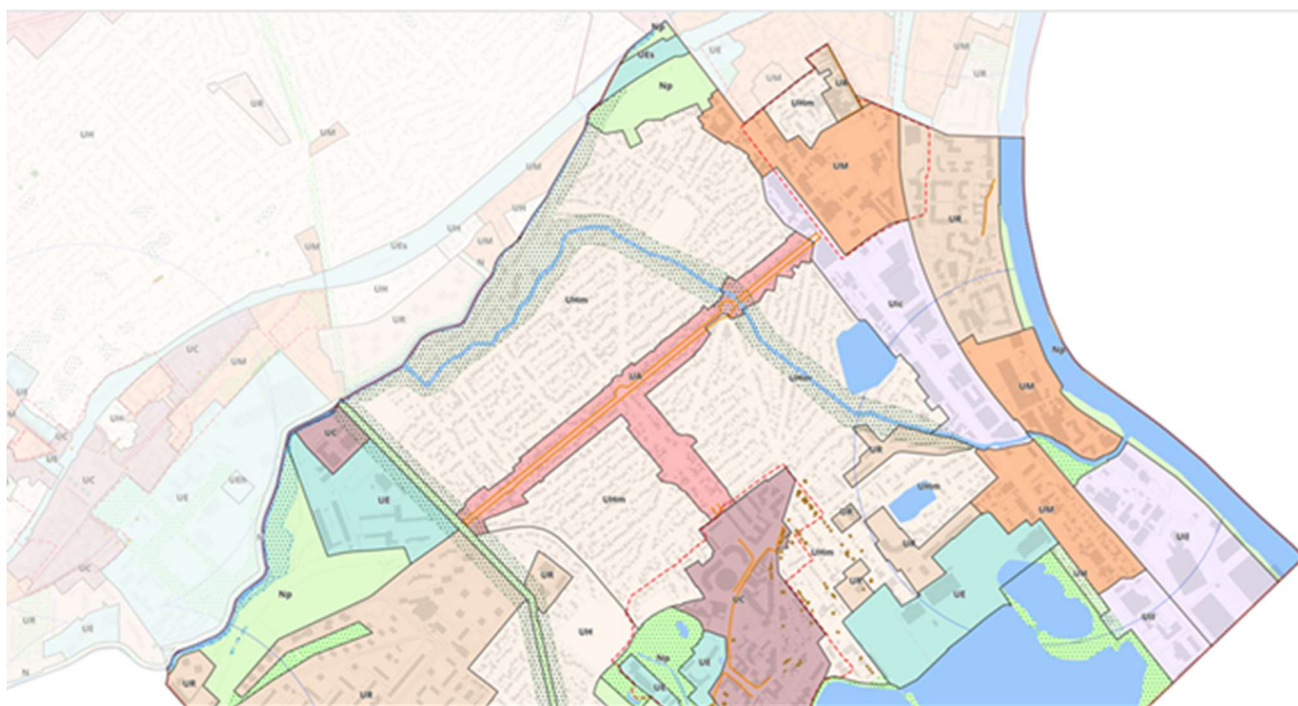
Pour les éléments identifiés sur le document graphique en tant que « plans d'eau et cours d'eau à protéger au titre de l'article L151-23 du Code de l'urbanisme » sont interdits :

- Tous travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des éléments identifiés
- Les comblements, affouillements, exhaussements des sols
- Le drainage, le remblaiement
- Les dépôts divers
- Toute suppression de la végétation existante des berges, sauf pour des recompositions d'aménagement arborés et végétalisés
- Les constructions de toute nature dans une bande de 6 mètres le long des rives des espaces en eau constituant la trame bleue (ru de Rungis, ru du bief...).

En cohérence avec le SAGE de la Bièvre, afin de ne pas obérer la réalisation future de projets de restauration hydromorphologique des cours d'eau, y compris sur les « zones urbanisées », un périmètre inconstructible de part et d'autre de la Bièvre et du Ru de Rungis figure donc au plan :

- Une marge de recul de 12 mètres à partir de la berge de part à d'autre du cours d'eau pour les parties non canalisées.
- Une marge de recul de 6 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation pour les tronçons où le cours d'eau est canalisé. Cette marge de recul est portée à 10 mètres à l'Haÿ-les-Roses.

Concernant les constructions existantes dans cette bande de 6 mètres, elles ne pourront pas connaître d'évolution de leur bâti dans la zone non aedificandi. En revanche, est autorisée l'amélioration des constructions existantes sans modification de l'emprise au sol. En cas de sinistre, la reconstruction à l'identique est autorisée.



Extrait zonage PLUi

### 3-3 le SDRIF (Schéma directeur de la région Ile de France)






Le projet de SDRIF-E arrêté par le Conseil Régional le 12 juillet 2023 a été soumis à enquête publique jusqu'au 16 mars 2024.

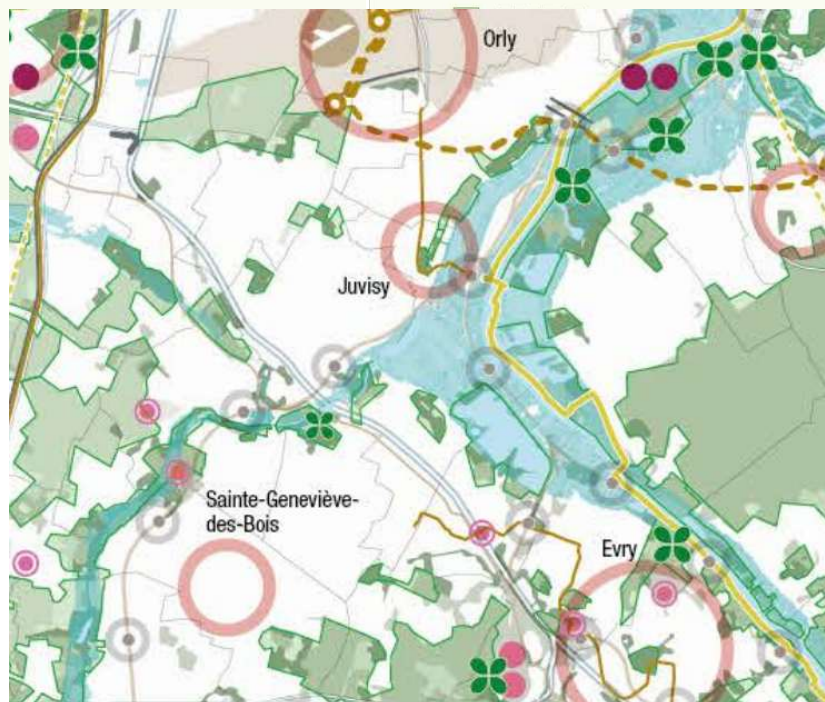
Ce document a mis en avant le risque inondation.

## ÎLE-DE-FRANCE 2040 : UN NOUVEL ÉQUILIBRE

PROJET ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL RÉGIONAL  
LE 12 JUILLET 2023

### ENCADRER LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

-  Potentiel constitutive d'une ou plusieurs communes
-  Secteur d'urbanisation prioritaire (entière) | partie entière, demi-partie
-  Secteur de développement industriel d'intérêt régional | partie entière, demi-partie
-  Limiter la mobilisation du potentiel d'urbanisation offert au titre du secteur de développement à proximité de la gare dans un rayon de 2 km
-  Encadrer l'urbanisation dans la limite du front vert d'intérêt régional



## ÎLE-DE-FRANCE 2040 : UN NOUVEL ÉQUILIBRE



PROJET ARRÊTÉ PAR LE CONSEIL RÉGIONAL  
LE 12 JUILLET 2023

## PLACER LA NATURE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL


### RENFORCER ET VALORISER LE RÉSEAU DES ESPACES OUVERTS

-  Sanctuariser l'armature verte
-  Conforter les unités paysagères
-  Valoriser les forêts de protection
-  Encadrer l'urbanisation dans la limite du front vert d'intérêt régional
-  Renforcer la liaison
-  Maintenir les connexions écologiques d'intérêt régional
-  Rétablir un franchissement d'infrastructure linéaire
-  Préserver le cours d'eau et reconquérir leurs berges

### DÉVELOPPER LA NATURE EN VILLE

-  Créer un espace vert et/ou un espace de loisir d'intérêt régional
-  Favoriser la réouverture et/ou la renaturation des cours d'eau

### PRÉSERVER DES RISQUES NATURELS

-  Zone pouvant présenter un risque d'inondation

Le secteur est repéré dans le SDRIF arrêté au 12 juillet 2023 tant pour l'enjeu risque que l'intérêt Trame Verte et Bleue (TVB).

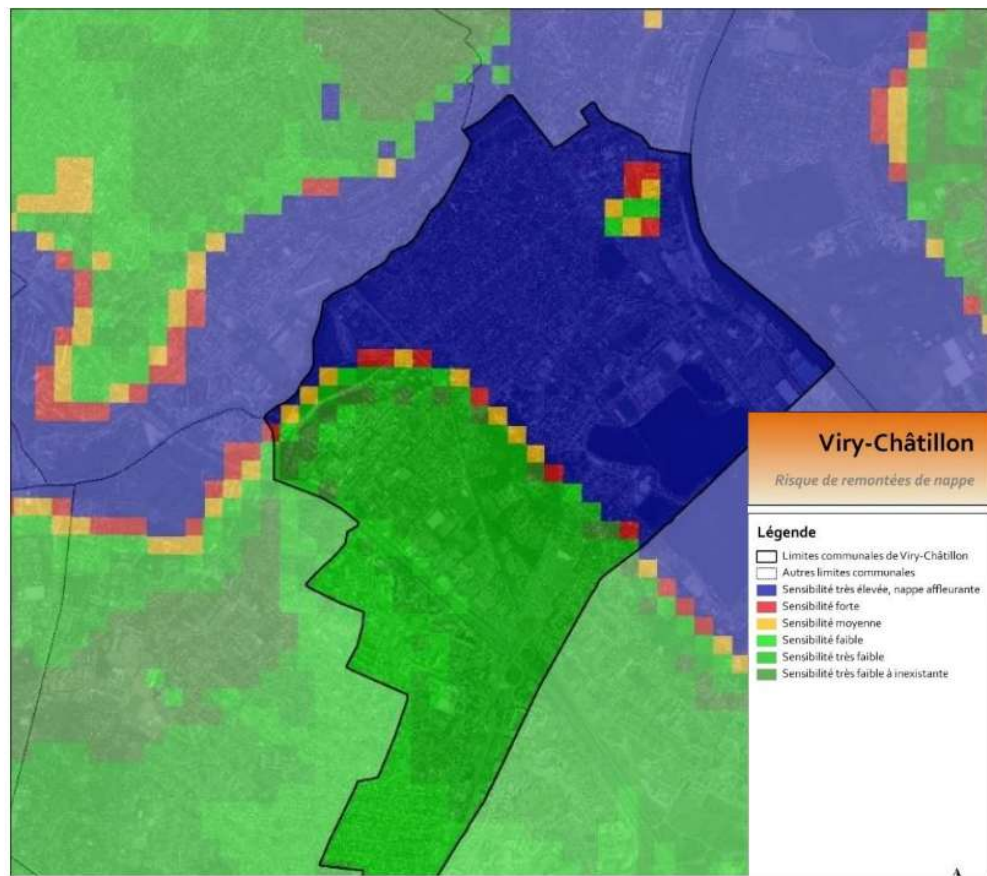
Le Syndicat par l'entretien des digues répond à l'enjeu risque. Les digues étant présentes, il n'y a pas de remise en cause de la TVB.



### **3-4 Risque inondation et remonté de nappe**

La commune est soumise à un risque de remontée de nappe important sur la moitié nord de son territoire.





(Source PLU Viry -Chatillon)

Par ailleurs, l'Orge et la Seine font l'objet de Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI).

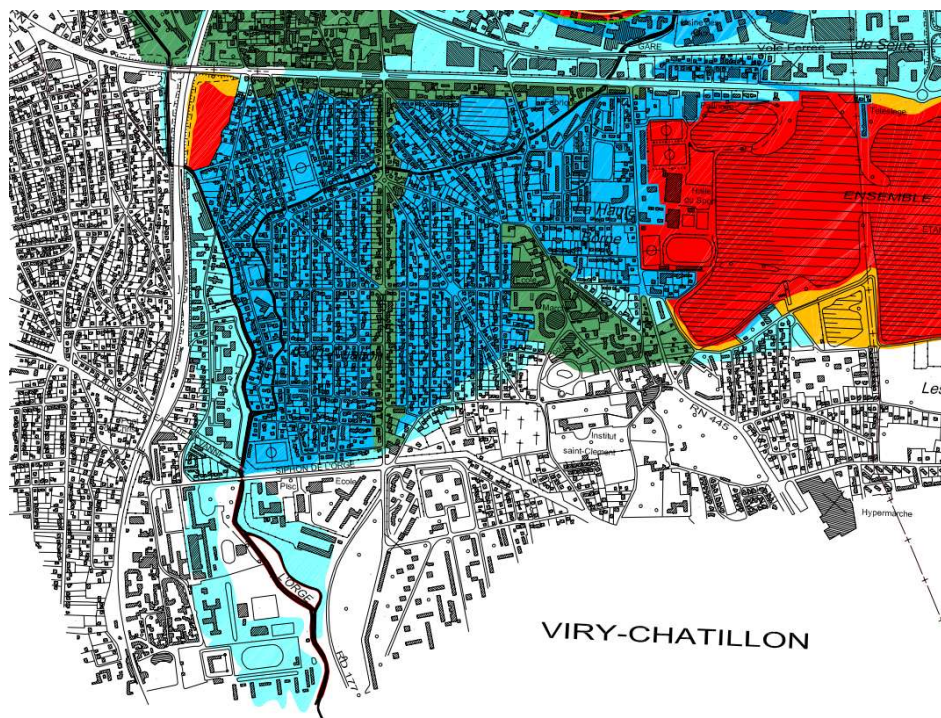
La commune de Viry-Chatillon possède ainsi deux PPRI pour l'Orge et la Seine.

La commune est concernée par :

- le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine Normandie 2022-2027 approuvé, par arrêté le 3 mars 2022,
- le Plan de Prévention du Risque Inondation vallée de la Seine approuvé par arrêté préfectoral n°2003/0375 du 20 octobre 2003
- le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) de l'Orge et de la Sallemouille approuvé le 16 juin 2017.

## PPRI Seine : carte réglementaire

Le système d'endiguement de la Morte Rivière est bien concerné par le PPRI de la Seine. Comme le montre la carte ci-dessous, les digues sont situées en zone bleue.



### LEGENDE

BATI  
BOIS  
MUR  
RAIL DE SECURITE  
ARBRE  
JARDIN  
FOSSE  
FRICHE  
TALUS  
HAIE  
HAIE D'ARBRES  
CLOTURE  
POINT COTE  
SENS DU COURANT  
NAPPE D'EAU PERMANENTE  
FILET D'EAU  
VOIE FERREE  
DETAIL TOPOGRAPHIQUE  
CHEMIN OU VOIE  
PONT OUVRAGE D'ART  
CIMETIERE  
LIMITE DE COMMUNE  
LIMITE DE DEPARTEMENT

Zone rouge – écoulement et expansions des crues d'aléas forts à très forts  
Zone orange – expansions des crues d'aléas moyens  
Zone bleu – urbanisées autres que les centres urbains d'aléas forts  
Zone ciel – urbanisées autres que les centres urbains d'aléas moyens  
Zone verte – centres urbains d'aléas moyens à forts

Points de P.H.E.C.

Isovitesses 1m/s  
Isovitesses 0.5 m/s

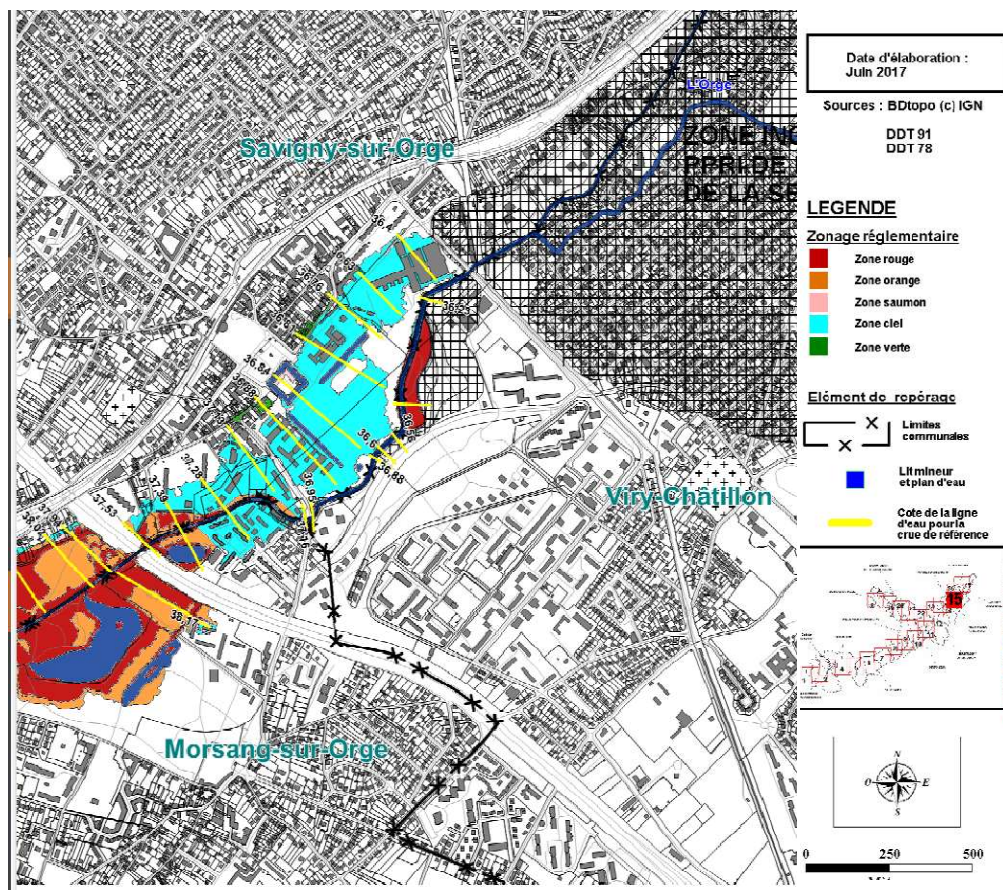
Nom du dessin : Ppr\_seine 10000e - réglementaire.dwg  
Date : 11/01/2006  
Dessiné par : BIDU/FONTENY  
Révision :





## PPRI Orge : carte réglementaire

Le Système d'endiguement de la Morte Rivière n'est pas présent dans le périmètre de ce PPRI car en dehors de ses limites.



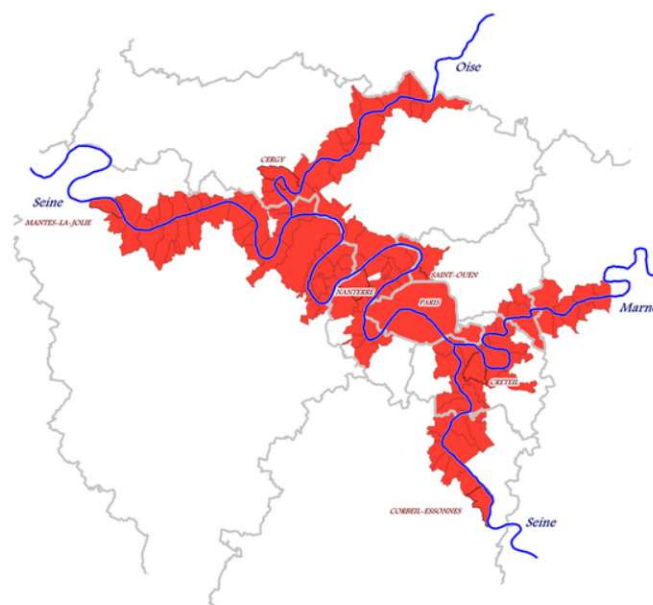
Le PGRI fixe pour 6 ans (2022-2027), quatre grands objectifs pour le bassin Seine-Normandie afin de réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'activité économique, le patrimoine et l'environnement :

- Objectif 1 : Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Objectif 2 : Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;
- Objectif 3 : Améliorer la prévision des phénomènes hydrométéorologiques et se préparer à gérer la crise ;
- Objectif 4 : Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Les zones dans lesquelles les enjeux potentiellement exposés aux inondations sont les plus importants, notamment les enjeux humains et économiques, ont été identifiées.

16 territoires à risque important d'inondation (TRI) ont été identifiés sur le bassin Seine-Normandie. Ils représentent 11 communes pour le département de l'Essonne dont Viry-Châtillon.

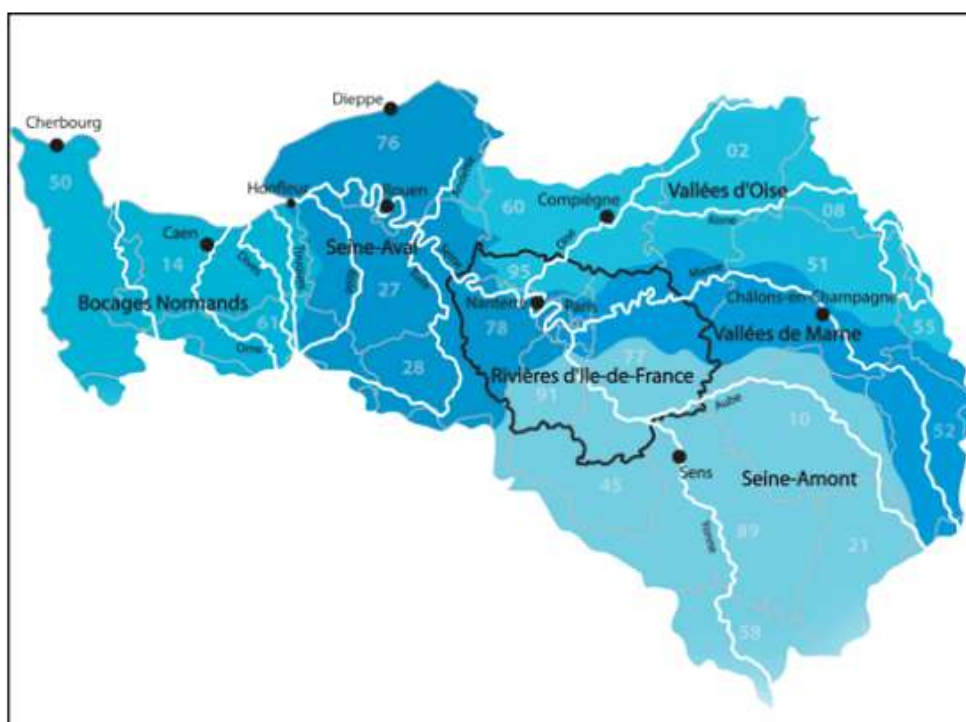
### Périmètre du TRI métropole francilienne



## 3-5 SDAGE et SAGE

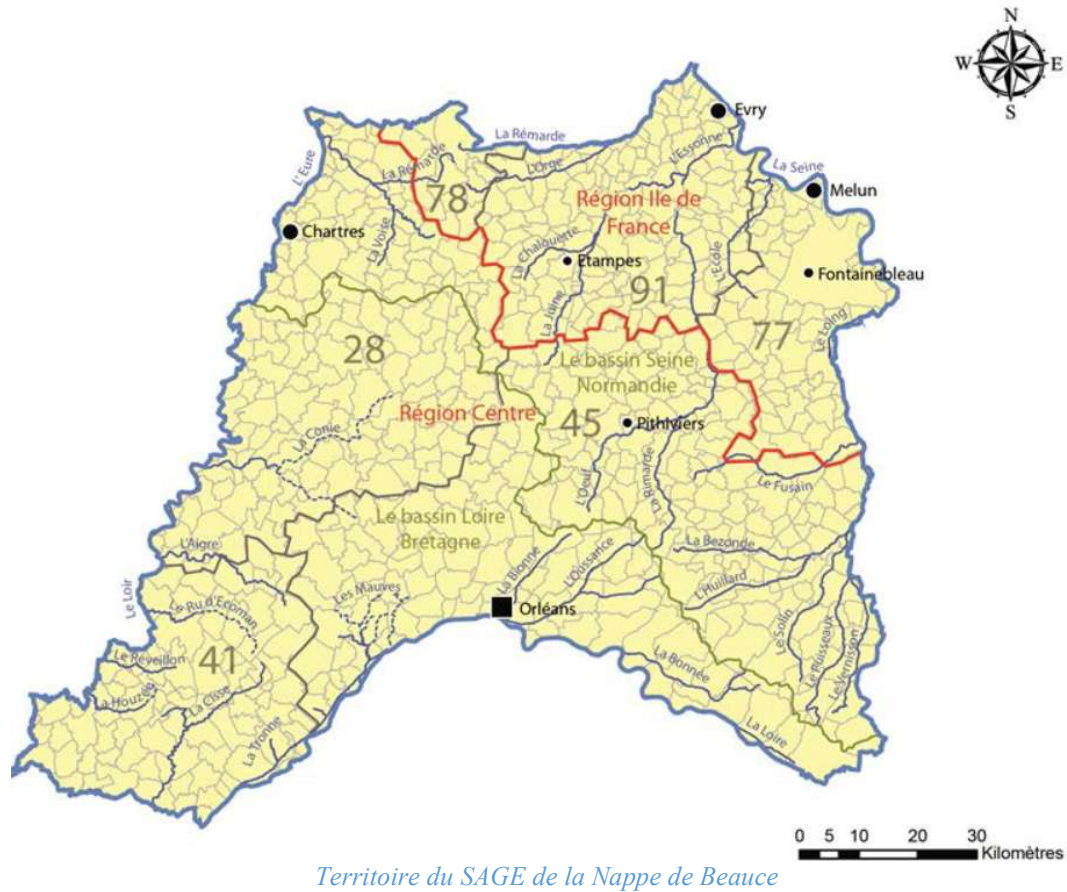
### - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Viry-Chatillon se trouve dans le périmètre du bassin Seine-Normandie, dont la ressource en eau est réglementée par le SDAGE, qui régleme la gestion et la protection du milieu aquatique, la gestion qualitative de la ressource, et qui assure la prévention et la gestion des risques d'inondation et des étiages.



- **Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE)**

La commune de Viry-Chatillon est concernée par les SAGE Nappe de Beauce et Orge -Yvette. Le système d'endiguement de la Morte Rivière est dans le périmètre de ce dernier. Le SAGE Orge-Yvette n'a pas établi d'obligation quant aux digues.



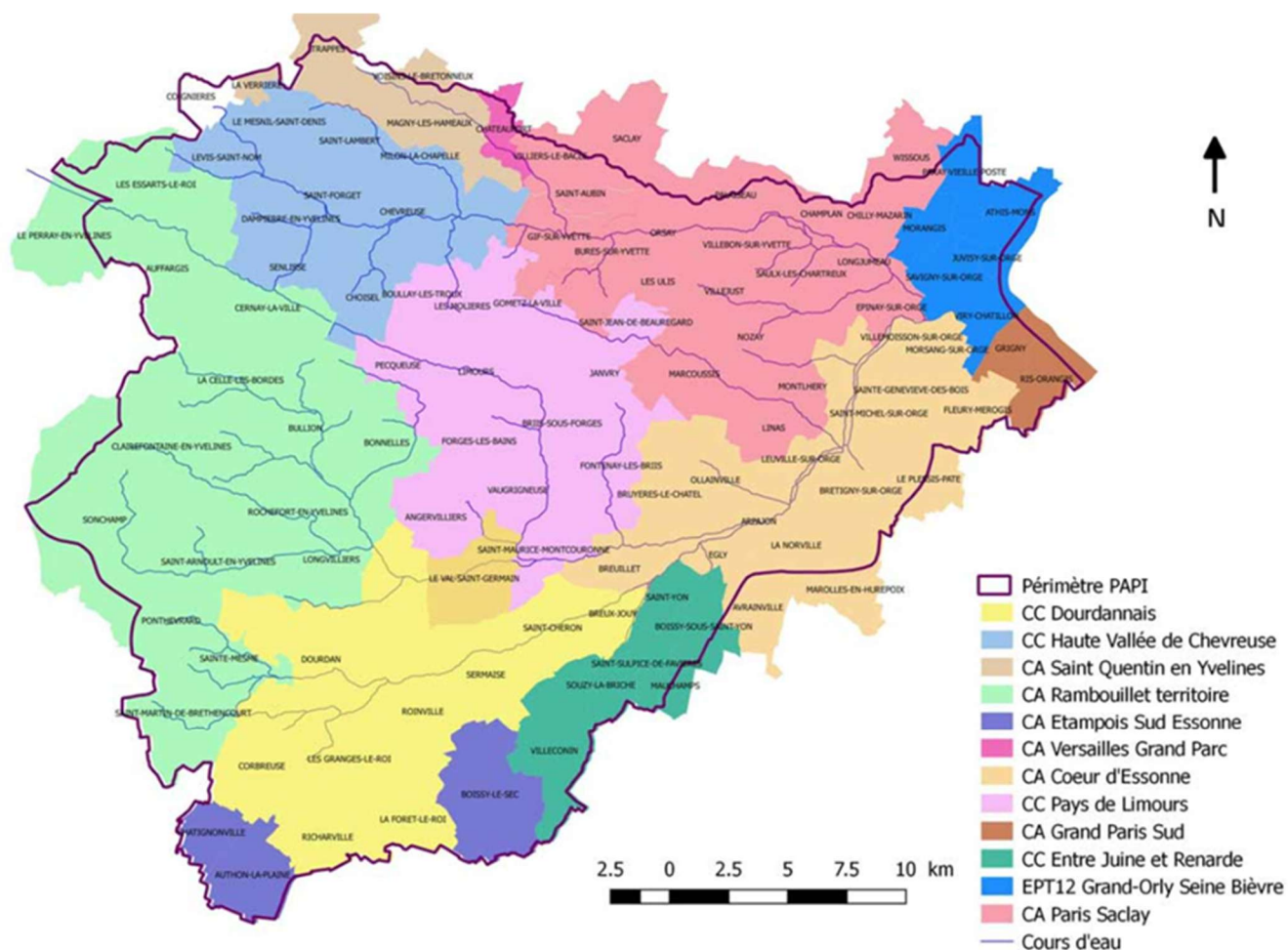


### 3-6 Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI)

Le secteur est concerné par le PAPI de la Seine et de la Marne francilienne.

Le PAPI est en cours de révision.

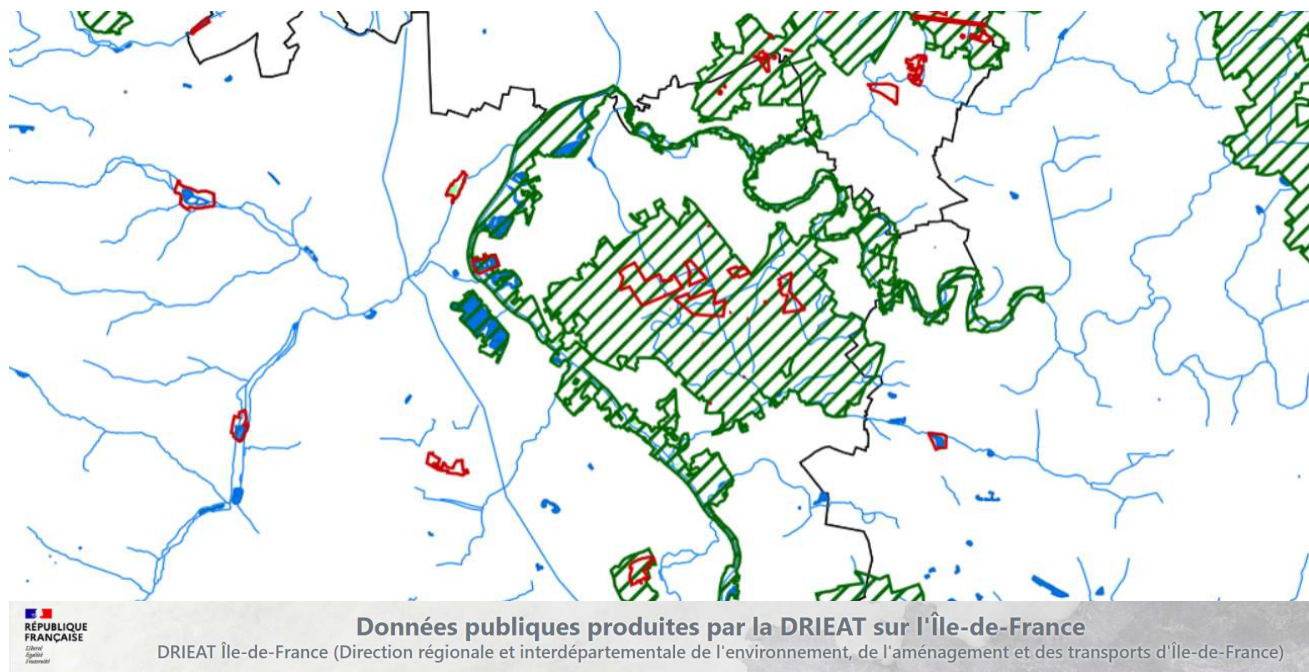
Dans le cadre des travaux en lien avec cette procédure, l'entretien de végétaux a été inscrit dans les actions. Ainsi la servitude permettra de répondre aux objectifs.



*Périmètre du PAPI de la Seine et de la Marne*

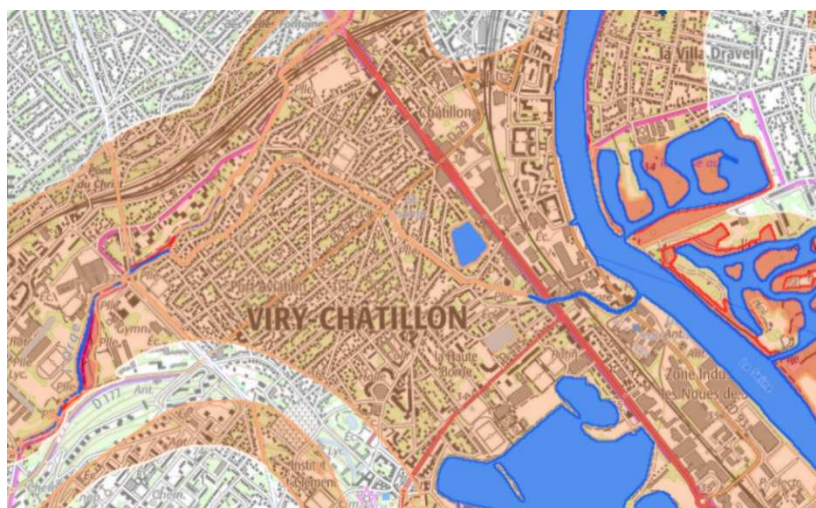
### 3-7 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff)

La carte ci-dessous présente la localisation des Znieff en Ile de France. Il apparait que le secteur n'est pas concerné par des ZNIEFF.



### 3-8 Zone humide

Le secteur est en zone de classe B de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT).



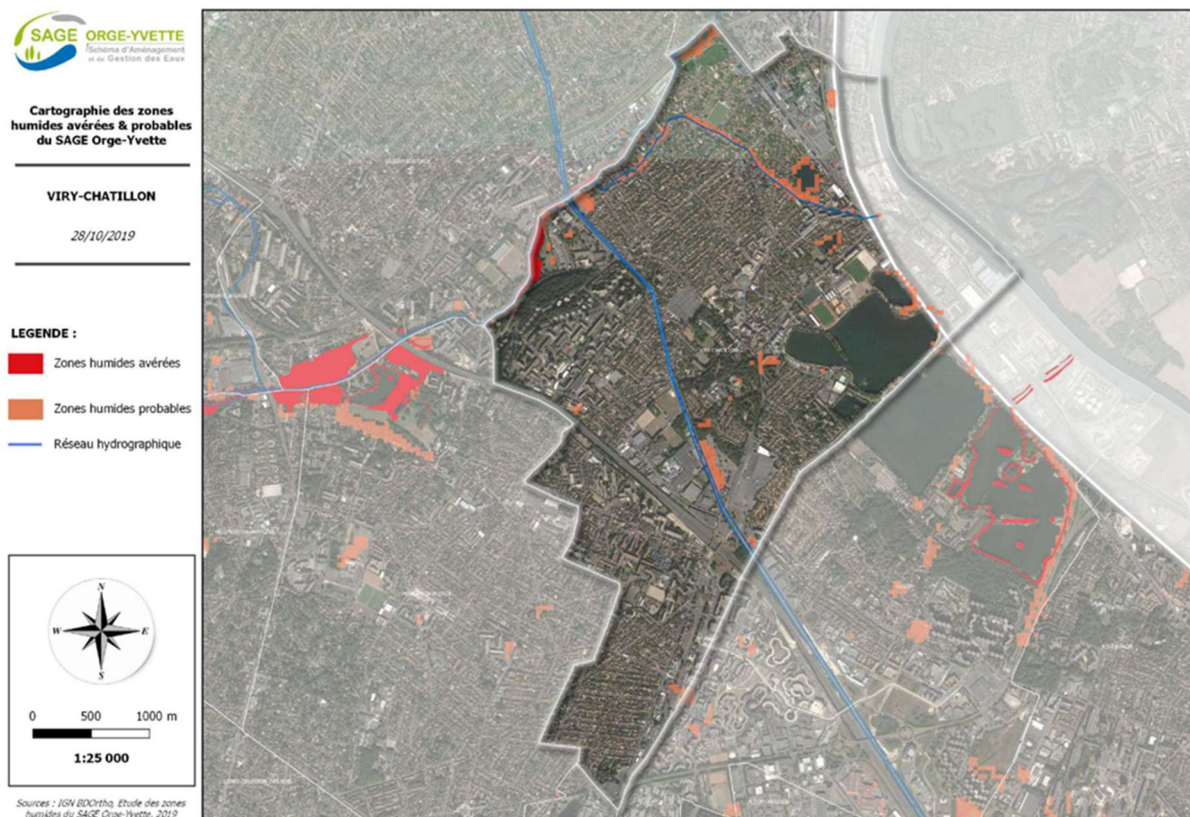
- Classe A:
- Classe B:
- Classe D:
- Classe C:



- **Classe A** : Zones humides avérées dont les limites peuvent être à préciser.
- **Classe B** : Probabilité importante de zones humides, mais le caractère humide et les limites restent à vérifier et à préciser.
- **Classe C** : Enveloppe en dehors des masques des 2 classes précédentes, pour laquelle soit il manque des informations, soit des données indiquent une faible probabilité de présence de zones humides.
- **Classe D** : Non humides : plan d'eau et réseau hydrographique.

Les classes A et B des enveloppes d'alerte ne sont pas exhaustives. Il est possible d'être en présence de zones humides en dehors de ces deux classes.

Le SAGE a affiné les secteurs concernés par les zones humides.



*Cartographie des zones humides avérées à probables du SAGE Orge Yvette*

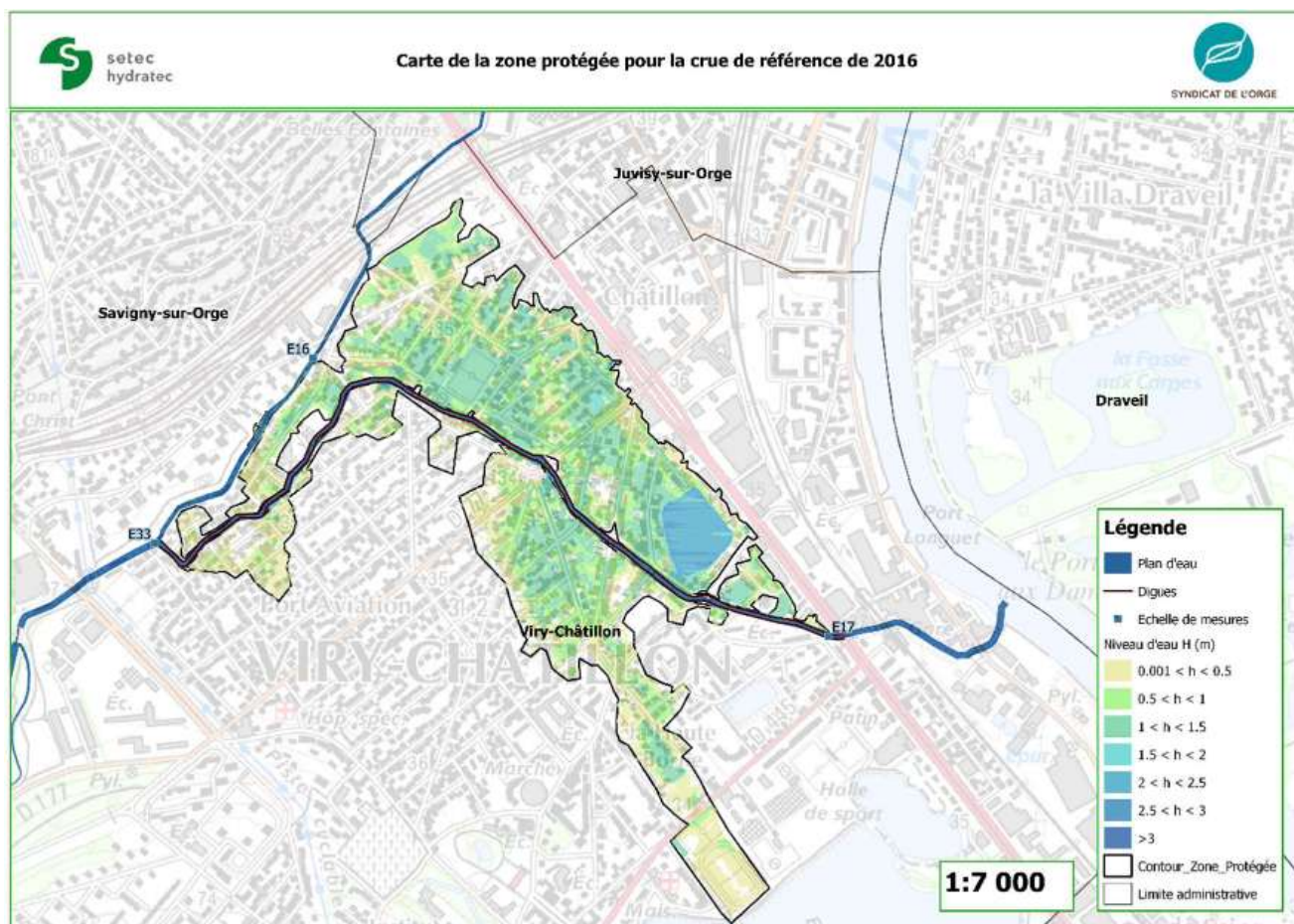
Le canal de la Morte Rivière est classé en zone humide probable.

C'est la présence du canal béton de la digue qui a conduit à ce classement. Il ne s'agit pas d'une zone humide naturelle.

#### 4- JUSTIFICATION DU BESOIN D'INSTAURATION DE SUP

Les digues protègent des évènements les plus fréquents mais pas des évènements à caractère exceptionnel dont la survenue reste imprévisible et rare. Pour permettre aux digues de jouer leur rôle de manière pérenne, il est donc important de les entretenir et de les surveiller.

Le système d'endiguement de la Morte Rivière a permis jusqu'à aujourd'hui de faire face aux crues de l'Orge et de la Seine et d'assurer sa fonction de décharge de l'Orge afin de protéger les zones habitées.



Les principaux évènements ayant conduit à la sollicitation du canal sont les évènements hydrologiques de juin 2016 et d'octobre 2024.

1. **Entre le 30 mai et le 6 juin 2016**, des conditions météorologiques exceptionnelles ont provoqué des inondations sur le bassin versant de l'Orge. Les niveaux d'alerte et d'alarme ont été atteints mais le niveau d'eau de la Morte Rivière n'a pas atteint le haut des parapets. Les consignes de crues pour les digues de la Morte Rivière ont été déclenchées. Les agents sur place ont cheminé le long des digues selon le parcours indiqué dans les consignes. Des riverains en bordure directe de la Morte Rivière ont été évacués par précaution le **2 juin 2016 à 10h00**, à la suite d'une décision du préfet. Une zone de fragilité avait avant la crue été identifiée. Des big bags de confortement ont été installés au moment de la crue, puis la digue a fait l'objet de travaux lourds sur cette zone.





*Confortement de la Morte Rivière par des bigbags - rue du Pont Godeau, Viry-Chatillon - 02/06/2016*

2. **Entre le 8 et le 24 octobre 2024**, deux événements majeurs ont provoqué des inondations sur le bassin versant de l'Orge. En effet, les deux crues successives vécues du 9 au 14 et du 17 au 23 octobre 2024, conséquences des tempêtes atlantiques Kirk et Leslie, ont créé une situation sans précédent, sur des sols déjà saturés d'eau, le mois de septembre 2024 ayant en effet connu la plus forte pluviométrie depuis 1986, avec une pluviométrie double de la moyenne. Ces conditions météorologiques exceptionnelles ont généré deux crues exceptionnelles, de **niveau centennal sur la Rémarde et l'Orge amont et de niveau cinquantennale sur l'Orge aval et la Prédecelle**. Le débit maximum atteint à Morsang pendant la première crue fut de **45 m<sup>3</sup>/s** correspondant à une crue de période de retour équivalent à 50 ans. Il a été atteint le 11 octobre 2024. Lors du second événement, le débit maximal de **32 m<sup>3</sup>/s** à Morsang a été atteint le 17 octobre 2024. Il correspond à une crue de période de retour équivalent à 10 ans.

Les consignes de crues pour les digues de la Morte Rivière ont été déclenchées. Ainsi, le clapet répartiteur de la Morte Rivière a été abaissé à 50 % à partir du mardi 8 octobre à 11h14, puis ouvert totalement à partir du 09 octobre à 10h30. Il est resté en position ouverte jusqu'au vendredi 25 octobre vers 11h.

Afin de détecter toute anomalie sur le parapet de la Morte Rivière, les équipes ont effectué des relevés fréquents des hauteurs de mise en charge des digues du vendredi 11 octobre jusqu'au samedi 12 octobre où un relevé toutes les 3h a été mis en place les nuits des pics de crue. Aucune surverse au-dessus des murs béton des digues de la Morte Rivière n'a été recensé durant ces événements majeurs. Des inondations ont eu lieu par débordements de l'Orge en amont et en aval immédiat du répartiteur - lieu où débute le canal de la Morte Rivière – et non de la Morte Rivière elle-même.





*Digues de la Morte Rivière – octobre 2024*

La performance du Système d'endiguement est assurée par la surveillance des digues, le retrait régulier de la végétation le long de la rive droite et gauche du canal et du renformis, de travaux pour maintenir son bon état, et par le contrôle et la surveillance des échelles du niveau d'eau à l'amont et à l'aval du canal et dans le bras Nord de l'Orge.

Pour améliorer la protection contre les inondations, il apparaît essentiel que le Maître d'Ouvrage ait la maîtrise foncière du périmètre complet des ouvrages de protection.

Cette maîtrise foncière peut passer par le rachat de parcelles et/ou la contractualisation de servitudes sur des parcelles devant rester privées.

Grâce à cette maîtrise foncière, le Maître d'Ouvrage pourra ainsi assurer ses missions dans les meilleures conditions et mieux contrôler la qualité des composants de surveillance/auscultation qui seront mis en place et le respect des barrières de sécurité durant les procédures d'alerte.

La stratégie retenue par le Maître d'Ouvrage est d'établir des servitudes. Le cas échéant et selon les opportunités, le Syndicat pourrait acquérir certaines parcelles ou au moins les berges.

Au vu des enjeux humains et matériels, il est essentiel pour le Syndicat de pouvoir accéder à l'ensemble des abords des digues pour les différentes inspections régulières et lors d'évènements météorologiques importants.

L'arrêté préfectoral instaurant les servitudes d'utilité publique GEMAPI sera annexé au PLU en vigueur.

## 4-1 Servitudes préexistantes

Dans le tableau des servitudes affectant le sol transmis par l'Etat dans le cadre de la révision du PLU de Viry- Chatillon de 2018, il est rappelé :

- La servitude marche pied de 3,25m,
- La servitude de halage pour la Seine de 7,80m,
- La servitude A4 pour l'Orge est indiquée sans la distance.

A noter que la présence des digues et leur protection n'est pas évoquée par l'Etat dans son porter à connaissance.

## 4-2 Instauration de nouvelles servitudes

Il est rappelé que le Syndicat est propriétaire du canal béton. Ainsi sur cette emprise :

- Tout travail est interdit sur l'ouvrage ou l'un de ses éléments constitutifs.
- Toute végétation présente sur l'ouvrage est intégralement supprimée, y compris par dessouchage, lequel comprend la purge de l'ensemble des systèmes racinaires existants et, le cas échéant, la reconstitution de l'ouvrage en lieu et place des racines purgées.
- L'ouvrage est maintenu en état d'enherbement ras, pour ses parties végétalisées.
- Tout peuplement arbustif ou arboré, ou plantation quelconque sur l'ouvrage, est interdit.

Du fait de la maîtrise foncière, il n'y a pas d'instauration de servitude au niveau du canal béton.

Les différentes visites pour observation de l'état des digues ont eu pour principal obstacle les remblais réalisés par les particuliers, des constructions attenantes voir sur les digues. Il a été constaté des plantations pouvant fragiliser les digues par leur système racinaire.

Afin de garantir ses obligations de surveillance, la non-dégradation de la digue et permettre des travaux, il est nécessaire d'instaurer différents types d'emprises et servitudes associées conformément à l'article L.566-12-2 du code de l'environnement.

Au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), des nouvelles servitudes peuvent être instituées visant à :

- *Assurer la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ;*
- *Réaliser des ouvrages complémentaires ;*
- *Effectuer les aménagements nécessaires à l'adaptation des ouvrages et des infrastructures qui contribuent à la prévention des inondations et des submersions ;*
- *Maintenir ces ouvrages ou les aménagements effectués sur les ouvrages et les infrastructures en bon état de fonctionnement ;*
- *Entretenir les berges.*

La servitude d'utilité publique sera appliquée sur les parcelles situées directement derrière les ouvrages.

Le Syndicat souhaite l'instauration :

1. D'une servitude d'accès pour permettre la surveillance et les travaux en accord avec les prescriptions,
2. D'une servitude liée à la végétalisation.

Ces nouvelles servitudes sont détaillées ci-après.

#### 1. Les servitudes d'accès, de surveillance et de travaux

Elles sont instaurées au bénéfice du Syndicat de l'Orge au titre de la compétence GEMAPI sur les parcelles détaillées dans l'annexe 4 et vu le plan présenté en annexe 6.

Elles autorisent l'accès à l'ensemble de la parcelle pour permettre la surveillance de l'ouvrage de protection contre les inondations.

La surveillance programmée fera l'objet d'une information préalable des propriétaires et comprend :

- Un diagnostic dans le cadre de l'étude de dangers tous les 15 ans,
- Un diagnostic dans le cadre de la visite technique approfondie tous les 5 ans,
- Une visite d'inspection selon les directives de l'Etat.

Elle rend possible la réalisation de travaux sur l'ouvrage de protection contre les inondations sur une bande de 4 mètres depuis la crête de l'ouvrage et permet l'accès à l'ensemble de la parcelle pour la réalisation des travaux programmés ou sans délai en cas d'urgence et d'extrême nécessité pour protéger l'ouvrage, les biens et les personnes sur cette bande de 4 mètres depuis la crête de l'ouvrage.

Pour rappel, toute intervention est interdite sur les digues ou sur l'un de ses éléments constitutifs. Les travaux à proximité doivent être déclarés pour éviter les risques d'endommagement. La déclaration est envoyée au Syndicat de l'Orge via Ineris (<https://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr/gu-presentatation/construire-sans-detruire/teleservice-reseaux-et-canalisations.html>)

#### 2. Les servitudes liées au maintien du bon état des digues

Le contrôle de la végétation répond à un double objectif :

- Maintenir des conditions de parfaite visibilité des digues (afin de faciliter les visites de surveillance) ;
- Eviter le développement de racines (arbres ou d'arbustes) dans le corps de digue qui aggrave le risque de renard hydraulique (par le biais des conduits créés par les racines déperissantes).

Toute végétation arbustive présente sur l'ouvrage pourra être supprimée, y compris par dessouchage, si un risque de renard hydraulique est avéré. L'ouvrage est maintenu en état d'enherbement ras, pour ses parties végétalisées.

Ainsi :

- Tout peuplement arbustif ou arboré ou plantation quelconque sur l'ouvrage, est interdit ;
- Les espèces exotiques envahissantes (CBN 2019) seront retirées et toute nouvelle plantation à proximité des digues sera interdite ;

- La mise en œuvre de jardinière, de bas ou de pot hors sol et sans excavation est autorisée, à condition de ne pas gêner la circulation des agents ;
- Les arbustes feront l'objet d'une surveillance. Si leur stabilité ou s'ils peuvent porter atteinte au système d'endiguement, une action devra être entreprise par le propriétaire du terrain et sous contrôle du gestionnaire du système d'endiguement, afin de mettre fin à d'éventuels désordres ;
- S'il est envisagé de procéder au retrait des arbres, le Syndicat doit donner son aval ;
- Dans une bande de 4 mètres depuis la crête des digues, est maintenu un couvert végétal herbacé le plus ras possible avec éradication de toute végétation ligneuse ;
- Les remblais sont interdits ;
- Tout dispositif occultant peut être accepté mais il doit rester compatible, en tout temps, avec la fonction de surveillance visuelle et d'auscultation de l'ouvrage. Ce dispositif doit pouvoir être enlevé en cas de nécessité, à la demande de l'autorité administrative bénéficiaire de la servitude ;
- Aucun élément ne peut être accroché à l'ouvrage ou installer sur la crête (exemple : clôture, barrière, mur...).

## 4-4 Bilan Avantages-Inconvénients

### 4-4-1 Les inconvénients

1. Atteinte au droit de propriété par le recours à l'instauration de la procédure de SUP conformément aux dispositions du L.566-12-2 du Code de l'environnement.
2. Nuisances en phase travaux, en rappelant que les travaux ne consistent pas à créer la digue mais juste à l'entretenir. Le Syndicat se doit de les réaliser pour garantir la sécurité des particuliers. A ce jour, aucun travaux n'est envisagé.

Concernant la notion « d'atteinte au droit de propriété », l'article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 indique que « *La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.* »

L'article 545 du code civil stipule ainsi : « *Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité.* »

En contrepartie du préjudice (réellement) subi par le propriétaire du fonds, ce dernier doit être indemnisé par l'autorité compétente pour la prévention des inondations ayant instauré la servitude. En effet, selon les dispositions de l'article L566-12-2 du Code de l'environnement, la servitude ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant un préjudice direct, matériel et certain.

Si elle grève effectivement les parcelles concernées, la servitude GEMAPI détaillée ci-avant ne crée aucun préjudice matériel, direct et certain et ne prive pas leurs propriétaires d'en jouir. L'objet de la servitude étant la protection des personnes et des biens, ils en sont les premiers bénéficiaires.

### 4-4-2 Les avantages

L'instauration de la servitude donne une garantie de pérennité à l'ouvrage privé par l'absence d'action des propriétaires des parcelles attenantes, par la garantie des passages pour les contrôles obligatoires et travaux si nécessaire.

En tout état de cause, le dispositif sera moins coûteux pour la collectivité que l'expropriation pour cause d'utilité publique ou l'acquisition des terrains à l'amiable.

La maîtrise foncière par simple instauration de servitude d'utilité publique au titre du L566-12-2 du Code de l'environnement, est une procédure moins impactante, pour les propriétaires que la procédure d'expropriation.

De plus, la SUP permet de garantir la pérennité des ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des digues et par conséquent la sécurité des personnes et des biens.

#### 4-4-3 Conclusion

Ainsi, la procédure qui concerne des digues existantes, permettra d'assurer leur bonne conservation et fonctionnement.

Il n'y a pas de nouvel impact sur l'environnement vu qu'il ne s'agit pas de réaliser des travaux mais bien de reconnaître la nécessité de garantir l'accès aux digues pour les contrôles obligatoires et limiter les interventions des tiers dans une bande de 4 mètres par rapport à la crête de l'ouvrage.

Elle vise à garantir la sécurité des biens et des personnes. Les premières concernées étant les propriétaires des parcelles sur lesquelles il est demandé la SUP.

Elle suscitera des nuisances limitées pour les propriétaires : intervention possible des agents du Syndicat 7j/7 - 24h/24 pour effectuer de la surveillance si besoin, interventions d'entreprises pour l'entretien de la maçonnerie et/ou pour effectuer des travaux de réparations divers, interdiction de toute implantation sur la digue.

Elle n'engendre donc pas de préjudice matériel direct et certain ouvrant droit à une indemnisation.

En conséquence, afin d'assurer la maîtrise foncière, le Syndicat de l'Orge sollicite Monsieur le préfet pour instaurer les servitudes d'utilités publiques au titre des dispositions de l'article L.566-12-2 et suivant pour le besoin de l'exercice de ses missions.

Le Syndicat demande à la Préfecture de l'Essonne d'ouvrir une enquête publique portant sur l'ensemble des parcelles du tracé.

## 5-CONTEXTE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

Pour qu'il puisse intervenir et tenir ses engagements en matière de GEMAPI, le Syndicat doit disposer de la maîtrise foncière des ouvrages constitutifs de ses systèmes d'endiguement. C'est ce que va permettre l'instauration de la SERVITUDE GEMAPI, objet du présent dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire.

### 5. 1 L'enquête publique préalable à la SUP, les différentes étapes

#### 5.1.1 Délibération sollicitant la mise en œuvre de la procédure d'instauration de servitude d'utilité publique (SUP) et délibération autorisant l'ouverture de l'enquête publique

Par délibération n°2024.39, prise en séance du 24 septembre 2024, le Président a été autorisé à mettre en œuvre la procédure d'instauration de servitude d'utilité publique au titre des dispositions de l'article L566-12-2 du Code de l'expropriation.

#### 5.1.2 Désignation d'un commissaire enquêteur

Conformément aux articles R.111-1 du code de l'expropriation et à l'article R.123- 5 du code de l'environnement, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, saisit le Président du Tribunal Administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête.

Le président du Tribunal Administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin, désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.

#### 5.1.3 Décision d'ouverture de l'enquête publique

L'enquête publique est ouverte et organisée par le préfet du Département où doit se dérouler l'opération en vue de laquelle l'enquête est demandée (R.112-1 du code de l'expropriation).

Le préfet, après avoir consulté le commissaire enquêteur prévoit les conditions d'ouverture et de déroulement de l'enquête publique, par un arrêté, pris conformément aux modalités définies selon l'article R. 112-12 du code de l'expropriation.

À cette fin, il définit l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée, qui ne peut être inférieure à quinze jours. Il détermine également les horaires et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

Enfin, il désigne le lieu où siègera le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête.

S'il en existe un, il peut indiquer l'adresse du site internet sur lequel les informations relatives à l'enquête pourront être consultées. Si cela lui paraît approprié, il peut prévoir les moyens offerts aux personnes intéressées afin qu'elles puissent communiquer leurs observations par voie électronique (R.112-12 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

#### 5.1.4 Publication de l'ouverture de l'enquête publique

Conformément à l'article *R.112-14*, le préfet qui a pris l'arrêté fait procéder à la publication, en caractères apparents d'un avis au public informant de l'ouverture de l'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

Cet avis est publié huit jours au moins avant le début de l'enquête. Il est ensuite rappelé dans les huit premiers jours suivant le début de celle-ci.

Conformément à l'article *R.112-15*, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'avis prévu à l'article *R.112-14* est, en outre, rendu public par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés, dans au moins toutes les communes sur le territoire desquelles l'opération projetée doit avoir lieu. Cette mesure de publicité peut être étendue à d'autres communes.

Son accomplissement incombe au Syndicat. Le maire doit le certifier.

#### 5.1.5 Participation du public

Conformément à l'article *R.112-17*, pendant le délai fixé par l'arrêté, des observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées, par toute personne intéressée, directement sur les registres d'enquête, ou être adressées par correspondance, au lieu fixé par cet arrêté, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête. Il en est de même des observations qui seraient présentées par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie et les chambres de métiers et de l'artisanat. Les observations peuvent, si l'arrêté le prévoit, être adressées par voie électronique.

Toutes les observations écrites sont annexées au registre prévu à l'article *R.112-12* et, le cas échéant, à celui mentionné à l'article *R.112-13*.

Indépendamment des dispositions qui précèdent, les observations sur l'utilité publique de l'opération sont également reçues par le commissaire enquêteur, par le président de la commission d'enquête ou par l'un des membres de la commission qu'il a délégué à cet effet aux lieux, jour et heure annoncés par l'arrêté s'il en a disposé ainsi.

#### 5.1.6 Clôture de l'enquête publique et rapport et conclusions du Commissaire enquêteur

À l'expiration du délai fixé par l'arrêté, le ou les registres d'enquête sont, selon les lieux où ils ont été déposés, clos et signés par le préfet qui a pris l'arrêté mentionné ci-dessus.

Le préfet ou le maire en assure la transmission, dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

Le commissaire enquêteur examine les observations recueillies et entend toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant s'il en fait la demande. Pour ces auditions, le président peut déléguer l'un des membres de la commission.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rédige un rapport énonçant ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération projetée.

Le commissaire enquêteur transmet le dossier et les registres assortis du rapport énonçant ses conclusions soit au préfet qui a pris l'arrêté prévu à l'article *R.112- 12*, soit au préfet chargé de centraliser les résultats de l'enquête désigné conformément à l'article *R.112-3*.

Les opérations prévues aux articles *R.112-18* et *R.112-19* sont terminées dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé par l'arrêté prévu à l'article *R. 112-12*. Il est en dressé procès-verbal par le préfet qui a pris l'arrêté.

Conformément à l'article *R.112-21*, une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête énonce ses conclusions motivées est déposée à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête ainsi que dans toutes les communes désignées en application de l'article *R.112-16*, par les soins du préfet qui a pris l'arrêté.

Conformément à l'article *R.112-22*, lorsque l'opération projetée doit être réalisée sur le territoire et pour le compte d'une seule commune, le registre d'enquête est clos et signé par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission, dans un délai d'un mois à compter de la date de la clôture de l'enquête, transmet au maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

Les conclusions du commissaire ou de la commission chargée de l'enquête d'utilité publique sont communiquées, sur leur demande, aux personnes intéressées conformément à l'article *L.112-1* du code de l'expropriation.

Cas particulier d'une opération qui doit être réalisée sur le territoire et pour le compte d'une seule commune :

Dans le cas prévu à l'article *R.112-22*, si les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont défavorables à la déclaration d'utilité publique de l'opération envisagée, l'Assemblée Générale du Syndicat est appelée à émettre son avis par une délibération motivée dont le procès-verbal est joint au dossier transmis au préfet.

Faute de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier au Président, l'Assemblée Générale est considéré comme ayant renoncé à l'opération (*R.112-23* du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)

#### 5.1.7 Arrêté préfectoral instaurant la SUP

Conformément aux dispositions de l'article *L.566-12-2* du Code de l'environnement, la servitude est créée par décision motivée de l'autorité administrative compétente, sur proposition de l'organe délibérant du Syndicat ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, après enquête parcellaire et enquête publique, effectuées comme en matière d'expropriation. Le dossier de la servitude est tenu à la disposition du public pendant un mois à la mairie de la commune concernée.

La décision créant une servitude en définit le tracé, la largeur et les caractéristiques. Elle peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les



submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures de contribuer à cette prévention.

L'arrêté préfectoral instaurant les servitudes d'utilité publique fera l'objet d'une publication au service de la publicité foncière.

#### 5.1.8. Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

La présente enquête est régie par les dispositions réglementaires et législatives du code de l'expropriation et précisément ses articles *R.111-1* à *R.112-24* relatifs à la composition du dossier, l'organisation de cette procédure et son déroulement.

Ainsi que les articles *R.121-1* et *R.121-2* relatifs à la phase de déclaration d'utilité publique.

En ce qui concerne les dispositions législatives, elles sont comprises au sein du livre 1, Titre 1 et Titre 2 et précisément les articles *L.1* et *L.110-1* à *122-7* du même code.

#### 5.1.9 Estimation sommaire du cout de l'instauration de servitude d'utilité publique pour les besoins de confortement du système d'endiguement

156 parcelles pour une superficie d'emprise totale d'environ 98 338 m<sup>2</sup> ont été identifiées comme étant impactées par cette servitude. (Surface bande de 4 m : 12 716,03m<sup>2</sup>).

La servitude ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant, un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude.

La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir à l'autorité mentionnée soit le Syndicat de l'Orge, dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

L'indemnité est fixée, à défaut d'accord amiable, par le juge de l'expropriation, d'après :

1° La consistance des biens à la date de la décision instituant la servitude en fonction des atteintes portées à leur utilisation habituelle et des modifications apportées à l'état des lieux antérieur ;

2° Leur qualification éventuelle de terrain à bâtir, au sens de l'article L. 322-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à la date d'institution de la servitude.

Une estimation au cas par cas des indemnités sera réalisée par le Syndicat de l'Orge et à la demande des propriétaires impactés par la SUP s'il en résulte un préjudice, direct, matériel et certain.

Cette prise en charge se matérialisera par la signature d'une convention d'indemnisation le cas échéant.

L'enquête n'est pas liée à des projets de travaux (réalisation de la digue). La SUP est nécessaire pour garantir l'existant. Ainsi, le dossier ne présente pas de montant de travaux ou d'étude.

Pour mémoire le Syndicat a réalisé des travaux de réfection de juillet à décembre 2019 pour un montant de 654 793,21€ HT soit 775 549,88€TTC.

## **5.2 L'enquête parcellaire**

L'enquête parcellaire répond à l'exigence du code de l'expropriation exprimée en son article L.1 qui précise que l'expropriation ne peut être prononcée qu'après une enquête publique permettant un examen contradictoire des parcelles à exproprier et assurant la détermination des propriétaires, des titulaires de droits réels et des personnes intéressées, sur les biens objet de la procédure.

Néanmoins, l'article R.131-14 du même code prévoit que *« lorsque l'expropriant est en mesure, avant la déclaration d'utilité publique, de déterminer les parcelles à exproprier et de dresser le plan parcellaire ainsi que la liste des propriétaires, l'enquête parcellaire peut être faite en même temps que l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique. »*

Le présent dossier d'enquête publique est donc conjoint.

L'enquête parcellaire a pour but, d'une part, de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise dont la servitude d'utilité publique est demandée, et d'autre part, d'identifier exactement leurs propriétaires.

Conformément à l'article R.131-3 du code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;
- La liste des propriétaires établie à l'aide d'extraits des documents cadastraux délivrés par le service du cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques, au vu du fichier immobilier ou par tous autres moyens.

Les parcelles situées sur la commune de Viry-Chatillon., figurent sur le plan et sont identifiées dans l'état parcellaire (Annexe 4).

Elles sont frappées de la servitude au titre de l'article L.566-12-2 du code de l'environnement qui permet d'accéder aux ouvrages de lutte contre les inondations, de réaliser des ouvrages complémentaires, de maintenir ces ouvrages en bon état de fonctionnement et d'entretenir les berges.

Ces servitudes seront applicables à la fois pendant la période des travaux et en phase d'exploitation des ouvrages.

### **5.2.1. Désignation d'un commissaire enquêteur**

Article R131-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilités Publiques.

Pour la présente enquête conjointe, on aura donc un seul commissaire-enquêteur, commun à l'enquête publique préalable à la SUP et à l'enquête parcellaire.

### 5.2.2 Déroulement de l'enquête parcellaire

- Composition du dossier d'enquête parcellaire

Article R131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilités publiques

- Décision d'ouverture de l'enquête parcellaire

Article R131-4 du Code de l'expropriation pour cause d'utilités publiques

Article L566-12-2 du Code de l'environnement

L'arrêté d'ouverture de l'enquête parcellaire pris par le préfet comporte ainsi :

- ✓ L'objet de l'enquête ;
- ✓ La date à laquelle elle sera ouverte ;
- ✓ Sa durée (15 jours minimum, ici la durée de l'enquête sera de 1 mois dans le cadre d'une SUP L566-12-2 Code de l'environnement) ;
- ✓ Les jours et heures où les dossiers pourront être consultés à la mairie, et les observations recueillies dans des registres ;
- ✓ Le lieu où siégera le commissaire-enquêteur ;
- ✓ Le délai dans lequel le commissaire-enquêteur devra donner son avis à l'issue de l'enquête (un mois maximum) ;
- ✓ Comme il s'agira d'un arrêté préfectoral commun d'ouverture :
  - de l'enquête préalable à la DUP/SUP
  - de l'enquête parcellaire.

- Publication de l'ouverture de l'enquête parcellaire

Article R131-5

Les formalités de publicité pour l'enquête parcellaire sont les mêmes que celles pour l'enquête publique préalable à la SUP.

Ces formalités seront donc réalisées de manière commune, soit :

- ✓ Au moins 8 jours avant le début de l'enquête :
  - Publication presse : publication, par le préfet, en caractères apparents, d'un avis au public l'informant de l'ouverture de l'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département (R.112-14 du code de l'expropriation).
  - Affichage en mairie : cet avis est rendu public par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés, dans les communes concernées (l'accomplissement de cette formalité incombe au maire qui doit le certifier (R.112-15 du code de l'expropriation)).
- ✓ 8 jours après le début de l'enquête : rappel de la formalité de « publication presse » (R.112-14 du code de l'expropriation).
- ✓ Pendant toute la durée de l'enquête : formalité affichage en mairie et site du Syndicat de l'Orge à Viry- Chatillon à continuer (R.112-15 du code de l'expropriation).
- Notifications individuelles aux propriétaires du dépôt du dossier d'enquête parcellaire à la mairie

#### *Article R131-6*

Chaque propriétaire identifié dans l'état parcellaire doit être informé de l'ouverture de l'enquête parcellaire, ainsi que du dépôt du dossier en mairie, pour leur permettre de le consulter et de donner leur avis.

Deux cas se présentent :

- ✓ Pour les propriétaires dont l'adresse est connue, cette notification se fait par LRAR.
- ✓ Pour les propriétaires dont l'adresse est inconnue, cette notification est faite :
  - Au maire, qui fait afficher la notification,
  - Aux locataires le cas échéant.

- Communication par les propriétaires des indications relatives à leur identité

#### *Article R131-7*

Afin d'assurer ses obligations de surveillance, le 28 juin 2024, le Syndicat a adressé un courrier en RAR à chaque propriétaire (Annexe 6). Il a été demandé aux destinataires du courrier de contacter le Syndicat s'ils ne sont pas les propriétaires.

Cette étape permet de s'assurer de l'identification des propriétaires concernés.

- Participation du public

#### *Article R131-8*

- Clôture de l'enquête parcellaire et avis, et PV du Commissaire enquêteur

#### *Article R131-9*

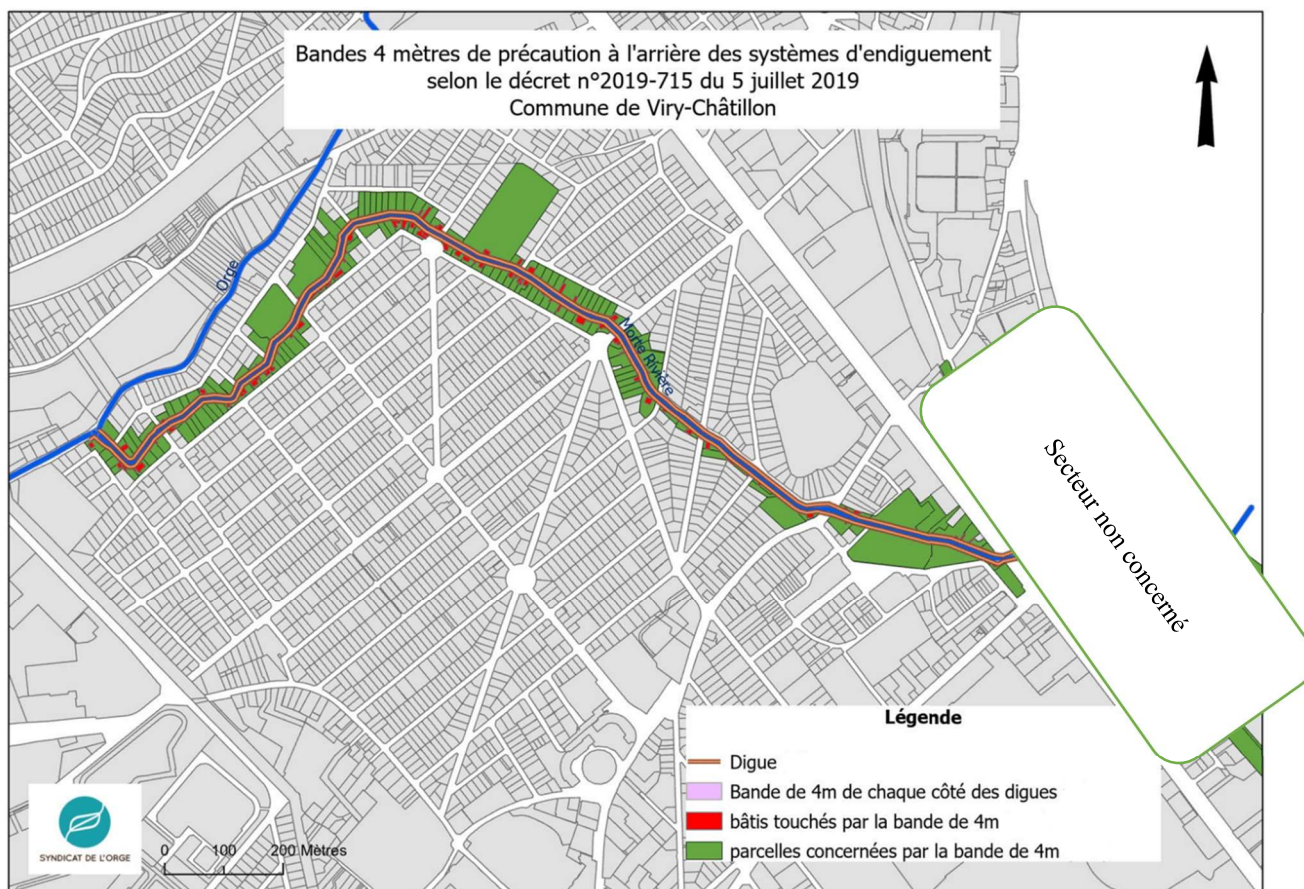
À l'issue de l'enquête parcellaire, les étapes sont les suivantes :

- ✓ Clôture et signature des registres d'enquête par le maire
- ✓ Sous 24h, transmission par le maire des registres et du dossier au commissaire-enquêteur.
- ✓ Dans le délai prévu par l'arrêté d'ouverture de l'enquête (un mois maximum), le commissaire-enquêteur :
  - Donne son avis sur l'emprise des ouvrages projetés,
  - Dresse le PV de l'opération, après avoir entendu les personnes susceptibles de l'éclairer.



## 6-PERIMETRE ET TRACE DE LA SUP

Le plan ci-dessous présente le périmètre de la SUP ainsi que les parcelles concernées par cette dernière.



Les plans disponibles en Annexes 7, 8 et 9, permettent de faire apparaître le périmètre global à l'intérieur duquel ces servitudes s'exercent et les parcelles auxquelles elles s'appliquent.

Ces plans figureront, par la suite, en annexe de l'arrêté d'instauration des servitudes.

## 7-ETAT PARCELLAIRE

La liste disponible en Annexe 4 permet notamment l'identification des propriétaires pour chaque parcelle comprise dans l'emprise du projet, en mentionnant la désignation cadastrale, la superficie des parcelles, l'emprise des servitudes et la présence d'une construction.

Un extrait des éléments constituant ce tableau est présenté ci-dessous.

	information parcelle					Obligation associées à la parcelle			Bâtiment impacté par la bande des 4M	surface emprise bande de 4 m (en m²)	Fiche propriétaire				
N° dossier indiqué sur plan	référence cadastre		adresse parcelle	surface parcelle	nature sol	Accessibilité piétonne pour assurer contrôle (servitude latérale et fond de parcelle)	Distance en mètre entre le bâtiment et la partie latérale de la parcelle	Accessibilité pour engin mécanique pour assurer travaux (servitude latérale et fond de parcelle)			nom	nom fille	prénom	adresse	
	section	n°												Rue	Ville
1	AI	503	0042, RUE PAUL VAILLANT COUTURIER	523	N	OUI	21,2	OUI		136,01	SYNDICAT DE L'ORGE		0163 ROUTE DE FLEURY	91170 VIRY CHATILLON	

Ce tableau permet de déterminer si une habitation est localisée dans une bande de 4m et de ce fait ne pourra pas faire l'objet d'une extension dans ce périmètre.

A noter qu'en dehors de la bande de 4m, les extensions latérales ne devront pas remettre en cause les accès. Ainsi, le Syndicat de l'Orge a apporté la nuance concernant l'accès piéton permettant le contrôle visuel et l'accès d'engins mécanique permettant l'entretien et/ou les travaux. Pour ce dernier, il est considéré qu'un passage de 4m minimum est nécessaire.

Il est rappelé qu'un propriétaire peut avoir plusieurs parcelles et qu'une unité foncière correspond à plusieurs parcelles.

*Par exemple : 10 parcelles peuvent être concernées par la présence d'un élément mais cela ne concerne que 3 propriétaires.*

Ainsi un courrier peut concerner plusieurs parcelles, une unité foncière peut concerner plusieurs propriétaires, une parcelle peut concerner plusieurs propriétaires et de ce fait, plusieurs courriers peuvent avoir été envoyés pour une même parcelle.

Concernant la notion de « bâtiment » présent dans le tableau, aucune différence n'a été faite entre une maison, un immeuble ou un cabanon.

L'analyse de l'état parcellaire montre que le dossier concerne :

- **156** parcelles dont **12** correspondent à des copropriétés d'immeuble,
- **261** propriétaires et **12** copropriétés regroupant **241** copropriétaires : soit **502** propriétaires ou nu- propriétaire.

Analyse de l'impact de la servitude :

- **27** parcelles ne permettent pas au Syndicat de pouvoir effectuer les VTA nécessaires au contrôle de l'ouvrage (A noter que ce chiffre ne correspond pas au nombre de propriétaires impactés ou d'unité foncière mais bien au nombre de parcelles).
- **72** parcelles ne permettent pas au Syndicat de faire passer un engin dans le cadre de futurs travaux de réparation ou d'entretien.
- **100** parcelles sont concernées par un « bâtiment » présent dans la bande de 4m.

**=> La SUP permettra de conforter l'accès sur 129 parcelles (soit environ 83% des parcelles) pour les visites de contrôles type VTA et de passer sur 84 parcelles (soit environ 54% des parcelles) avec un engin pour des futurs travaux ou d'entretien.**

### Contact avec les propriétaires :

Un courrier a été rédigé et envoyé à chaque propriétaire connu selon les données du cadastre.

Un second courrier a été renvoyé lorsque les anciens propriétaires ont alerté le syndicat et donné les coordonnées des nouveaux propriétaires.

Il est apparu que pour **31** parcelles, aucun des propriétaires n'a réceptionné le LR.

Le syndicat de l'Orge a ensuite contacté la commune afin d'obtenir les informations sur les parcelles dont les propriétaires n'avaient pas réceptionné le courrier.

Sur les **31** parcelles, la commune a fait un retour sur **7** parcelles soit **9** nouveaux propriétaires. Un nouveau courrier a été adressé en février 2025 à ces derniers.

**24** parcelles sur les **156** sont aujourd'hui sans contact, soit environ 37% (Cf tableau ci-dessous).

N° de dossier	Section	N° parcelle	Adresse parcelle
7	AI	509	0002B, RUE PISCHOFF
20	AL	465	0102, AV GABRIEL JAILLARD
21	AL	464	0100, AV GABRIEL JAILLARD
23	AL	462	0096, AV GABRIEL JAILLARD
24	AL	461	0094, AV GABRIEL JAILLARD
28	AL	467	0060, RUE CAILLET
30	AL	585	0058, RUE CAILLET
31	AL	542	0056, RUE CAILLET
39	AL	428	0040, RUE CAILLET
42	AL	560	0036, RUE CAILLET
52	AL	239	0018, RUE CAILLET
61	AL	247	0002B, RUE CAILLET
63	AL	525	0046, BD GABRIEL PERI
66	AK	282	9011, BD GUYNEMER
92	AP	23	0073, AV DU GENERAL DE GAULLE
102	AL	363	0044, BD GABRIEL PERI
103	AL	365	0003, AV MANEYROL
104	AL	366	0005, AV MANEYROL
108	AL	369	0013, AV MANEYROL
120	AL	408	0005, RUE HENRI DAVEAU
137	AL	485	9021, RUE LOUIS LABONNE
151	AI	512	0015B, RUE DU BARRAGE
155	AI	517	0084, RUE CAMELINAT
135	AL	481	0015, RUE CAMELINAT

*Tableau des 24 parcelles aujourd'hui sans contact connu*

Ainsi :

- **502** courriers ont été envoyés au total.
- Sur les **156** parcelles, **24** parcelles sont sans aucun retour avec aucun des propriétaires.

A la réception du courrier, certains propriétaires se sont rapprochés du Syndicat de l'Orge. Les questionnements lors de ces différents échanges téléphoniques sont listés ci-dessous :

- L'entretien et les visites de surveillance incombent-elles au propriétaire ?
- Pourquoi sommes-nous concernées par votre courrier sachant que nous habitons en immeuble et que le terrain est accessible ?
- Avons-nous quelque chose à faire pour ces visites ?
- Certaines personnes n'avaient pas connaissance qu'ils étaient propriétaires ou nu propriétaires.

Ces échanges, ont ainsi permis au Syndicat de l'Orge de rappeler l'existence des digues, leur intérêt, le rôle de chacun et les moyens d'alerte existant sur leur territoire (VIGI'ORGE).

Le tableau d'état parcellaire a été actualisé en 2025 et 2026.

Dans le cadre de ses obligations réglementaires (loi n°2006-1772), le Syndicat de l'Orge a mandaté le bureau d'études SAFEGE afin de réaliser la Visite Technique Approfondie (VTA) du système d'endiguement de la Morte Rivière.

Les actions entreprises ont été les suivantes :

- Envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception à l'ensemble des propriétaires identifiés (pièces justificatives jointes).
- Distribution d'avis de passage en boîte aux lettres à la mi-octobre 2025.
- Organisation de rendez-vous sur la période du 3 au 7 novembre 2025.

En 2026, une relance ciblée a été effectuée, notamment auprès des propriétaires dits « silencieux » (absence de réponse en 2025).

Les agents du Syndicat ont réalisé une visite de terrain le 25 février 2026. En cas d'absence des occupants, des échanges ont été menés avec le voisinage afin de recueillir des informations.

Quatre biens identifiés comme appartenant à des « propriétaires silencieux » présentent des boîtes aux lettres sans mention de nom en 2026. Pour l'un de ces biens, les coordonnées ont toutefois pu être confirmées via les déclarations préalables (DP). Les courriers seront adressés selon les données cadastrales.



*84 rue Camélinat*





*94 Av Gabriel Jaillard*



*96 Av Gabriel Jaillard*



*46 Bld Gabriel Péri  
(mais confirmation vu DP)*

Par ailleurs, certaines personnes avaient contacté le Syndicat pour indiquer qu'elles n'étaient pas propriétaires ; les services ont procédé à une vérification des fiches cadastrales. Les données cadastrales ont été conservées conformément à la situation actualisée en 2026.

Plusieurs « propriétaires silencieux » ont été confirmés aux adresses suivantes :

- 2 bis rue Pischoff : confirmation par boîte aux lettres
- 5 rue Henri Daveau : confirmation
- 40 rue Caillet : confirmation
- 100 avenue Gabriel Jaillard : confirmation par boîte aux lettres
- 46 boulevard Gabriel Péri : confirmation via DP
- 58 rue Caillet : confirmation par la mairie (boîte aux lettres « Blondel »)
- 13 avenue Maneyrol : confirmation sur site (boîte aux lettres)
- 3 avenue Maneyrol : confirmation par le voisinage
- 5 rue Henri Daveau : confirmation via DP
- 15 rue Camélinat : échange avec le propriétaire
- 73 avenue du Général Leclerc : confirmation par boîte aux lettres
- 9021 rue Louis Labonne : Gaz de France – Centre de distribution

Des mises à jour cadastrales ont été effectuées pour les adresses suivantes :

- 2 bis rue Caillet
- 5 avenue Maneyrol
- 102 avenue Gabriel Jaillard
- 60 rue Caillet

Certaines données cadastrales ont été mises à jour sur la base des déclarations d'intention d'aliéner (DIA), dans l'attente de leur intégration au cadastre :

- 15 bis rue du Barrage
- 32 rue Caillet

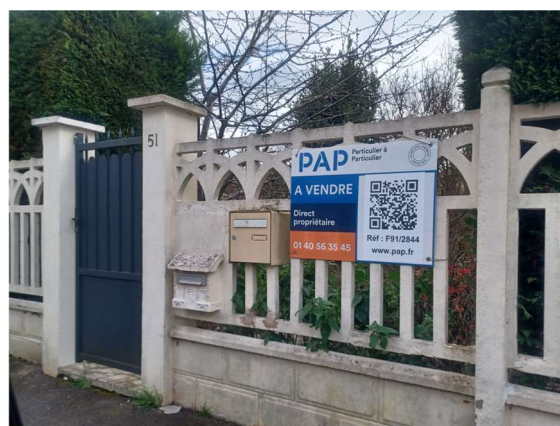
Les données cadastrales sont restées inchangées pour :

- 44 boulevard Gabriel Péri

Concernant les copropriétés, les observations ont été analysées. Le Syndicat retient les données cadastrales comme référence. Les syndicats de copropriétaires sont systématiquement destinataires des courriers et sont chargés de relayer l'information.

Le syndicat de l'Orge relève de potentielles difficultés

- 56 rue Caillet : multiplicité de propriétaires ; envoi à l'adresse cadastrale
- 36 rue Caillet : visite sur site – décès très récent
- 38 rue Caillet : en 2024, l'occupant indiquait ne pas être propriétaire ; le cadastre 2026 mentionne toujours le même titulaire
- 18 rue Caillet : échanges avec les locataires, sans possibilité d'obtenir les coordonnées du propriétaire ; maintien de l'adresse cadastrale
- 63 avenue du Général Leclerc : aucune évolution cadastrale (propriétaire inchangé)
- Trois biens ont été identifiés comme vendus ou en cours de vente. Le Syndicat n'a pas obtenu de réponse à ses sollicitations.



L'annexe 5 intègre ces éléments et constitue le tableau d'état parcellaire retenu pour la procédure.

## 8-ANNEXES

**Annexe 1** : Délibération n° 2024.39 : Demande de mise en place d'une Servitude d'Utilité Publique et d'une enquête parcellaire des digues de la Morte Rivière à Viry-Chatillon.

**Annexe 2** : Arrêté préfectoral n°2013-DDT-SE-401 du 29 novembre 2013 pour la digue rive gauche et arrêté préfectoral n°2013-DDT-SE-402 du 29 novembre 2013 pour la digue rive droite.

**Annexe 3** : Arrêté n° 2022-DDT-SE-246 du 27 juin 2022 portant autorisation du système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry-Chatillon.

**Annexe 4** : Tableau de l'état parcellaire et impact de la servitude.

**Annexe 5** : Tableau de l'état parcellaire et impact de la servitude 2026.

**Annexe 6** : Courrier du 27/06/2024 informant les propriétaires qu'une VTA allait être lancée.

**Annexe 7** : Carte des parcelles concernées par les servitudes d'accès, de surveillance et de travaux définis dans une bande de 4m depuis la crête de l'ouvrage.

**Annexe 8** : Carte de la localisation des parcelles permettant l'accès à la digue et indication de la distance entre les constructions et les limites latéral lorsqu'elles existent.

**Annexe 9** : Plan avec référence état parcellaire.

**Annexe 10** : Arrêté n° 2026.PREF/DCPPAT/BUPPE/046 du 6 mars 2026 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique et d'une enquête parcellaire préalables à l'instauration d'une servitude d'utilité publique de type PM7 pour le système d'endiguement de la Morte Rivière sur la commune de Viry-Chatillon.